

# **PARLEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

## **BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

### **COMPTE RENDU INTÉGRAL**

### **INTEGRAAL VERSLAG**

#### **SÉANCE PLÉNIÈRE DU SAMEDI 24 OCTOBRE 2020**

**(Séance de l'après-midi)**

#### **PLENAIRE VERGADERING VAN ZATERDAG 24 OKTOBER 2020**

**(Namiddagvergadering)**

#### **COMPTE RENDU PROVISOIRE**

Non encore approuvé par les orateurs.  
Ne pas citer sans mentionner la source.

#### **VOORLOPIG VERSLAG**

Nog niet goedgekeurd door de sprekers.  
Niet citeren zonder de bron te vermelden.

## **PRÉSIDENCE : M. RACHID MADRANE, PRÉSIDENT.**

- *La séance est ouverte à 14h53.*

[105]

### **EXCUSÉS**

**M. le président.**- Ont prié d'excuser leur absence :

- Mme Bianca Debaets ;
- M. Pierre-Yves Lux ;
- Mme Els Rochette.

[107]

### **DÉSIGNATION D'UNE VICE-PRÉSIDENTE D'UN GROUPE POLITIQUE**

**M. le président.**- Par lettre reçue ce jour, le groupe Ecolo me signale, conformément à l'article 10.2 du règlement, la désignation de Mme Barbara de Radigués en sa qualité de vice-présidente du groupe Ecolo.

### **DISCUSSION DE LA DÉCLARATION DE POLITIQUE GÉNÉRALE**

*Poursuite*

[113]

**M. Emmanuel De Bock (DéFI).**- Il y a quinze jours, certains se plaignaient de la fermeture des bars, alors que vous anticipiez les mesures fédérales qui ont entraîné la fermeture de l'ensemble du secteur horeca. Nous avons assisté hier à l'illustration d'un certain délitement de l'État fédéral, d'une responsabilité "par étage".

La presse de ce matin ne s'y trompe pas : face à l'urgence, à l'importance du moment, je voudrais vous remercier, ainsi que ceux - bourgmestres de nos communes, ce gouvernement régional - qui prennent des mesures pour épargner les plus faibles d'entre nous.

Ce sont des mesures fortes de solidarité qui en appellent à la responsabilité de chacun, sachant que certaines de nos libertés - celle d'aller et venir, celle de travailler, pour certains - sont sacrifiées au profit de l'unique valeur à protéger, à savoir la vie des plus faibles de nos concitoyens. Ce sacrifice impose également, vis-à-vis de tous ceux qui sont en première ligne - soignants, médecins, enseignants, forces de l'ordre et autres - une union sacrée et un professionnalisme de chacun à tout instant.

Au nom de mon groupe, je remercie du fond du cœur tous ceux qui montent au front tous les jours, qui vont travailler avec la peur au ventre afin d'éviter la saturation dans nos hôpitaux, mais également d'assurer la chaîne d'approvisionnement et la continuité d'une forme de vie qui soit la plus normale possible. Nous devons être unis dans ce combat. Nous avons besoin d'une unité de commandement forte au niveau fédéral et de transparence dans les chiffres relatifs à la transmission de ce virus et aux foyers de contamination, tout comme nous avons besoin de rapidité et de réactivité en matière de dépistage.

Face à l'inconnu, chacun essaye de faire de son mieux, avec les moyens dont il dispose. En cela, il n'est pas anodin d'accorder sa confiance au gouvernement, comme nous le faisons depuis le début de la crise. Et au-delà de ce dernier, nous accordons également notre confiance à tous ceux qui sont au front aujourd'hui et se trouveront demain en première ligne. C'est cette confiance qu'il faut mériter et ne pas trahir !

[115]

Nous sommes dans cette fameuse deuxième vague et j'entends depuis deux ans maintenant l'opposition passer et repasser le même disque. La critique est normale, mais elle n'est pas crédible quand elle se transforme - comme je le vois sur les réseaux sociaux et dans la presse - en un dénigrement permanent de Bruxelles ou en la promotion du modèle de gestion de crise par le nord du pays. Cette fascination de certains pour Anvers m'interpelle.

Dans ce contexte où tout le monde cherche les meilleures solutions pour ne laisser personne au bord du chemin, je m'étonne encore qu'on nous fasse le même procès qu'il y a six mois, c'est-à-dire d'avoir un plan de relance qui n'en est soi-disant pas un.

Pourtant, pas plus tard que le 21 octobre, le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), Pierre Wunsch - qui n'est pas censé être un grand partisan des majorités de gauche comme celle de la Région bruxelloise -, indiquait dans La Libre Belgique que le temps de la relance n'était pas encore venu.

Pour lui, certes, tout n'a pas aussi bien tourné que nous aurions pu le souhaiter, notamment dans la communication vers les Régions ainsi que sur leurs compétences. Mais étant donné la situation actuelle, dit-il, un plan de relance tel qu'envisagé par certains de nos voisins risque de ne pas porter ses fruits de manière optimale, ce qui n'exclut évidemment rien pour la suite. Pour l'heure, la visibilité est réduite et les risques sont prévisibles. Pour la BNB, le temps n'est pas encore venu de mener un grand plan de relance fédéral en Belgique.

Alors oui, Mme Bertrand, Bruxelles attend encore une fois les décisions du pouvoir fédéral. La Région bruxelloise ne pourra pas empêcher à elle seule toutes les faillites qu'on nous promet. C'est effectivement elle qui fait le plus gros effort proportionnellement, qui paie le plus gros tribut à cette crise, car elle représente 15 % de l'économie de ce pays.

Soyons toutefois de bon compte : finance&invest.brussels ne pourra pas remplacer le rôle des banques classiques. Elle ne pourra ni reporter des échéances, ni assouplir les règles des prêts hypothécaires et des garanties, ce qui est essentiel pour tous les entrepreneurs, mais ne dépend pas de la Région bruxelloise.

Si l'État fédéral ne prend pas des mesures pour empêcher par exemple les saisies-exécutions de ses propres créances, alors oui, beaucoup tomberont en faillite. Nous avons besoin de tout le monde sur le pont - ceux qui sont dans la majorité, mais aussi ceux qui sont dans l'opposition - parce que personne n'a raison tout seul, ni ici, ni au parlement fédéral. C'est ce que nous faisons là-bas : apporter notre petite pierre, même depuis l'opposition.

[117]

M. le ministre-président, les budgets régionaux de l'année 2021 et suivantes rencontrent les priorités politiques que le groupe DÉFI avait annoncées dans son programme. Les débats présents et à venir sur le sujet nous montreront les différences d'approche entre la majorité et l'opposition.

Depuis plus de dix ans, nous demandons une nouvelle fiscalité automobile et un investissement massif dans les transports en commun. C'est chose faite à travers notamment Smart Move, un projet de 2021 qui sera mis en œuvre en 2022. La volonté est de travailler avec les deux autres Régions à une nouvelle fiscalité automobile qui responsabilise intelligemment l'automobiliste et concourt à la lutte contre les embouteillages. Le corollaire étant d'investir dans la mobilité alternative en offrant des transports en commun plus nombreux, financés par cette taxe à l'usage.

Je suis déçu de constater que certains députés, de gauche comme de droite, ont immédiatement rejeté cette taxe kilométrique intelligente. Pourquoi refuser de financer nos infrastructures au prorata de leur usage et de leurs usagers ? Face à la mobilité alternative que nous proposons et aux mains tendues, vous n'offrez que le maintien du système forfaitaire à peine aménagé, celui-là même qui a concouru à encourager les Bruxellois à s'établir de plus en plus loin de leur travail. Nous voulons un système plus juste et plus responsable qui récompense celui qui pollue peu et qui responsabilise celui qui pollue beaucoup.

Ensuite, je voudrais insister sur les nouvelles modalités choisies pour répondre à la crise du logement, par l'instauration d'une allocation-loyer. Cela fait quinze ans que nous réclamions cette mesure. Ensemble d'ailleurs ! Je regrette que les différentes interventions de l'opposition aujourd'hui n'aient pas mentionné le moindre mot concernant la réalisation de cet objectif. Ce n'est pas une victoire de la majorité, mais le résultat d'un processus de celles et ceux qui nous ont précédés.

Je voudrais saluer ceux et celles qui partageaient notre objectif, comme Mmes Debaets et Fremault, et qui se retrouveront dans la réussite de cette politique. Il est injuste d'offrir un logement social à ceux qui en font la demande et qui doivent patienter plusieurs années, et de laisser les autres attendre encore et toujours !

[119]

Ces vingt dernières années, la réponse politique s'est limitée à la production de logements publics et sociaux et au soutien de la socialisation du parc privé via les agences immobilières sociales (AIS). Force est de constater que cette stratégie n'a pas permis d'apporter une réponse optimale et suffisante à la crise, puisque trop peu de logements sont construits et que ces constructions prennent trop de temps. Les seuls succès notables résident dans le développement des AIS. Maintenant - enfin -, l'allocation-loyer permettra d'aider des milliers de familles en une fois. Voilà une mesure concrète !

Le troisième enjeu est l'amplification de la réponse à la crise sociale, qui voit tant de Bruxellois rester en recherche d'emploi dans une des régions les plus riches d'Europe. Bruxelles représente quand même 730.000 emplois, mais n'en offre que la moitié à ses habitants, laissant 90.000 Bruxellois sans emploi.

Nos mesures profitent en réalité à l'ensemble du pays. On ne le répétera jamais assez, Bruxelles nourrit tout le Brabant wallon et tout le Brabant flamand, jusqu'à Gand, Anvers, Liège et Charleroi. Bruxelles est le moteur du pays. Plus vite Bruxelles sera relancée, plus vite le pays se relèvera. Bruxelles est la chance de notre pays, la chance de la Flandre, mais aussi de la Wallonie. Je voudrais qu'on arrête d'opposer nos trois Régions.

La solution réside dans la formation et le soutien des demandeurs d'emploi, comme avec la prime Activa et la prime Phoenix, n'en déplaise à certains. Le plan emploi-formation répond à ces objectifs. On n'a jamais fait autant pour l'emploi et la formation. Oui, 53 millions d'euros sont encore alloués à cette politique dans le budget qui vous est proposé.

Je m'en voudrais de ne pas rappeler non plus la nécessaire coordination avec les autres niveaux de pouvoir, notamment concernant le maintien du chômage temporaire, le droit passerelle et la demande d'autoriser les chômeurs temporaires à exercer un autre emploi pour répondre aux pénuries dans les secteurs qui engagent. De même, si on veut concrétiser demain le revenu de formation, il faudra des évolutions légales et réglementaires, y compris au niveau fédéral. Il nous faut aller vite, ensemble, en collaboration avec l'État fédéral. Comme je le disais tout à l'heure, nous avons besoin de tout le monde sur le pont.

[121]

Le gouvernement bruxellois soutient le pouvoir d'achat des Bruxellois, mais aussi celui des travailleurs de notre Région, qu'ils y résident ou non. Nous nous devons de féliciter notre gouvernement pour son soutien aux agents communaux et la prime de 500 euros par agent dès la fin de cette année, qui sera complétée par un effort de revalorisation barémique pour les quatre années suivantes. La Région financera 75 % du coût de cette revalorisation, soit bien plus que les 50 % précédemment.

Nous soutenons les travailleurs et les communes. Non, Bruxelles n'attend pas, Bruxelles avance. Encore du concret, encore du pouvoir d'achat. Et, oui, employer localement doit être un enjeu pour tous. De même, faire en sorte que les Bruxellois restent habiter dans nos communes est un autre enjeu crucial pour ne pas voir partir la richesse créée à Bruxelles.

À cet égard, l'exemplarité doit venir de nos institutions. L'autre jour encore, je voyais une entreprise chargée de déposer les panneaux de signalisation le long des voiries, avec des camionnettes d'une entreprise de Gand. Je ne peux pas croire que nous ne puissions pas engager des Bruxellois pour ces travaux-là. Je ne peux pas croire qu'une entreprise bruxelloise ne puisse pas être plus rentable qu'une entreprise faisant 100 km de trajet quotidien. C'est une question de volonté politique, et nous devons y travailler.

L'engagement de tendre vers l'équilibre financier est le seul gage de pérennité de nos politiques, un engagement que nous soutenons tout comme vous, Mme Bertrand. Ce gouvernement a annoncé un effort d'économie et de restructuration de l'administration bruxelloise, dans toutes ses composantes, afin de mettre fin aux doublons des nombreuses structures et organismes d'intérêt public (OIP) et à l'éclatement des compétences. Il faut tendre vers plus d'efficacité, réduire les points d'entrée pour les Bruxellois, assurer une plus grande simplification administrative et poursuivre la numérisation de l'administration en luttant contre la fracture numérique.

[123]

L'objectif est de disposer d'une administration moderne, frugale, efficace, orientée vers la réponse aux attentes des citoyens. Nous voulons enfin plus d'équité fiscale, plus d'équité sociale et plus de mixité sociale.

Tels sont nos baromètres de la réussite, que nous souhaitons collective. Il faut arrêter d'opposer les propriétaires aux locataires, les travailleurs aux employeurs, les cyclistes aux automobilistes, les automobilistes aux piétons. Il faut en revanche créer, améliorer les conditions de l'accomplissement individuel de chacun, et aider les plus faibles, confrontés à la maladie, au handicap, à l'isolement. Depuis les familles monoparentales jusqu'aux familles nombreuses, nous ne pouvons oublier personne.

Il y a le fond, comme vous le voyez, et puis il y a la forme, la manière. J'appelle le gouvernement bruxellois à être à l'écoute de ses habitants, afin de ne pas miner cette confiance. S'il est important d'avancer vers ce nouveau monde, il faut le faire ensemble, par la pédagogie, par le respect de chacun et éviter que certaines expériences ne se retournent contre leurs promoteurs.

Dans le domaine de la mobilité, nous serons attentifs à ce que le partage de l'espace public se fasse dans le respect mutuel et le dialogue, et pas dans l'imposition unilatérale. La participation ne peut être un slogan électoral, elle doit devenir une réalité en amont de tous nos projets. Toutes les dimensions du problème doivent être abordées, à commencer par la pollution, parce que la mobilité et la santé sont intimement liées.

Dans la problématique de la fermeture du bois de la Cambre, tout comme dans celle des pistes cyclables provisoires, la Région doit être du côté des plus faibles. Et n'oublier personne, notamment ceux dont la qualité de vie s'est dégradée, ceux qui respirent un air plus pollué aujourd'hui qu'auparavant, ceux qui n'utilisent que les transports publics, mais mettent 30 minutes de plus pour arriver à destination.

Nous avons besoin de vraies objectivations, de véritables évaluations de nos politiques pour appréhender les problèmes de société en s'appesantissant sur les avantages et les inconvénients des situations pour chacun des acteurs. Nous devons être pragmatiques et non idéologiques.

[125]

Enfin, nous avons besoin de garantir la sécurité juridique aux habitants qui choisissent Bruxelles pour y vivre, y travailler et y commercer. Non, le changement ne doit pas forcément être radical. Le groupe DÉFI vise le juste milieu, cette troisième voie, ce rempart contre les radicalismes et les extrémismes de gauche ou de droite.

M. le ministre-président, vous avez cité Sartre. Je citerai une femme qui connaissait bien Sartre et qu'il connaissait bien lui aussi. Simone de Beauvoir écrivait : "C'est au sein du transitoire que l'homme s'accomplit, ou jamais. Sans échec, il n'y a pas de morale, et toute victoire se change un jour en défaite. Il faut de l'abnégation, de la volonté, du courage, mais aussi de l'humilité, beaucoup d'humilité dans nos actions, afin de ne pas voir nos victoires se transformer en défaites, mais aussi prendre le risque de l'échec, de la défaite, de ce que nous n'avons pas toujours réussi collectivement, pour le transformer en victoire demain."

S'il avait été là, Sartre vous aurait sans doute répondu que "la confiance se gagne en gouttes et se perd en litres", mais que "la liberté est choix et nous sommes nos propres choix". Nous serons ces gouttes de confiance, pour vaincre ensemble et ne jamais renoncer.

*(Applaudissements sur les bancs du MR, de l'Open Vld et du PS)*

[129]

**M. Fouad Ahidar (one.brussels-sp.a).**- Depuis tout à l'heure, j'écoute les différents groupes politiques. Pour certains, le verre est à moitié voire complètement vide, tandis que pour d'autres, il est à moitié plein. Si tout n'est effectivement pas rose, nous sommes ici pour parler de ce qui va bien, de ce qui va mal et de ce qui peut être amélioré.

Quelqu'un a dit un jour : "Quand je m'ausculte, je m'inquiète mais quand je me compare, je me rassure." Aujourd'hui, cet adage ne convient pas pour Bruxelles puisque nous ne pouvons pas nous comparer. Si on le

faisait, ce serait une vraie catastrophe. Quand on regarde les chiffres de contamination actuels avec les objectifs à atteindre, on ne peut que reconnaître qu'il y a un vrai problème.

Nous ne pouvons qu'espérer que les mesures que vous venez d'annoncer lors de votre conférence de presse contribueront à éradiquer ce virus qui nous pourrit la vie depuis quelques mois.

Je me demande parfois s'il ne faudrait pas deux administrations : l'une qui ne s'occuperait que de nos compétences habituelles - économie, emploi, logement, mobilité, sécurité - et l'autre qui serait focalisée sur cette urgence, avec à sa tête un ministre ne s'occupant que de la gestion de la pandémie. Certains se demandent s'il ne serait pas pertinent que M. Maron et Mme Van den Brandt soient déchargés de leurs nombreuses autres compétences pour ne plus gérer que ce dossier.

Par ailleurs, la Région bruxelloise compte des millions de mètres carrés d'espaces vides. Pourquoi ne les transforme-t-on pas d'urgence en logements adéquats et pourquoi n'octroie-t-on pas des primes plus importantes ? Pourquoi ne pas s'adresser à la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale ? Pourquoi ne pas mettre les appartements de trois ou quatre chambres disponibles sur le marché locatif ? Cela permettrait de venir en aide à plusieurs centaines de familles à très court terme.

On me demande, Mme Van den Brandt, s'il n'est pas dangereux de prendre les transports en commun. Y a-t-il un risque ?

[133]

*(verder in het Nederlands)*

Mijnheer de minister-president, leden van de regering, beste collega's en medeburgers, de minister van Volksgezondheid zei het al; we mogen mekaar niet vastpakken, maar we laten mekaar los, ook niet in Brussel. Een paar maanden geleden dachten we dat het virus onder controle was. Nu zitten we midden in een tweede golf. Voor zelfmedelijden is er geen tijd zeker niet voor politici. We hebben nu de plicht om keihard en snel te werken. Het virus wacht niet op ons en In deze nieuwe realiteit moeten we snel nieuwe oplossingen vinden.

De one.brussels-sp.a-fractie is zeer blij dat er eindelijk een volwaardige federale regering is met een ervaren minister van Volksgezondheid, een die duidelijkheid schept en de leiding neemt. Ik hoop echt voor ons land dat hij slaagt in die zeer moeilijke opdracht, samen met de deelstaten. Brussel staat vandaag in brand: een donkerrode zone met meer dan 1.300 besmettingen per 100.000 inwoners in de voorbije twee weken. We zijn nog steeds bezig met lessen te trekken uit de eerste golf; er is weinig ruimte voor fouten.

Ik roep de regering op om zich ook goed te omringen, verder te kijken dan taal en dat wat een politicus populair of onpopulair maakt, te luisteren naar de wetenschappelijke consensus en te handelen in het algemeen belang.

Mijnheer de minister-president, veel Brusselaars zijn ziek of krijgen klappen. Bestaande problemen en ongelijkheden worden erger. Veel gezinnen komen niet rond met de uitkering voor tijdelijke werkloosheid ten belope van 75% van hun loon. Alleenstaande ouders gaan kopje-onder. Het gaat niet alleen over minder verdienen en niet meer op reis kunnen gaan. Duizenden mensen hebben honger.

In juli klopten 32.000 Brusselaars aan bij de voedselbank Brussel-Brabant. Dat zijn Brusselaars dus die honger hebben. Het zijn er een kwart meer dan vorig jaar in dit rijke gewest. Hoe kan dat? Net zoals veel Brusselaars help ik elk weekend met het verdelen van voedselpakketten. Ik word overspoeld door aanvragen.

De crisis geeft klappen aan de vele duizenden in de evenementensector, in de cultuursector, aan handelaars, aan taxichauffeurs en ik kan blijven doorgaan: van cafébazen tot restauranthouders. Velen zitten met de handen in het haar.

[135]

Ook kinderen en jongeren hebben het lastig. Sommige kinderen kunnen niet meer volgen op school. Jongeren missen de tijd van hun leven.

Besturen in gemakkelijke tijden is geen kunst. Echt leiderschap wordt getoond tijdens een crisis. Ik verwacht van deze regering dat ze niemand uit het oog verliest.

Gelukkig nam de regering heel veel steunmaatregelen. Er kwamen extra middelen en premies, zoals de premies voor de cultuursector of de kleine ondernemers, die wat ademruimte gaven. Het moratorium op de uithuiszettingen was broodnodig en is dat nog steeds. Dankzij leningen voor laptops vielen zo weinig mogelijk kinderen uit de boot.

De huidige tweede golf dwingt ons om nog eens alles uit de kast te halen om ervoor te zorgen dat de scholen open kunnen blijven, om een golf van faillissementen te vermijden, om mensen te beschermen tegen extreme armoede, om mensen in deze donkere maanden toch een licht aan het einde van de tunnel te bieden.

Het is geen geheim dat de impact op de Brusselse begroting groot is. Die gaat diep in het rood, maar in een tijd als deze kiest de regering ervoor om te blijven investeren. Ze moet nu investeren om later te oogsten. Voor one.brussels-sp.a moet de regering de sociale weg kiezen om uit de crisis te geraken. De sterkste schouders moeten de zwaarste lasten dragen.

[137]

*(poursuivant en français)*

La crise du logement, qui touche les ménages à faibles et moyens revenus, est une crise sociale qui attend une réponse sociale rapide. En Région bruxelloise, elle touche non seulement les locataires, mais également les candidats locataires à faibles revenus et les primo-acquérents. Cette crise n'est pas qu'une crise d'offre, mais aussi une crise d'accès à un logement abordable et décent.

À Bruxelles, ce problème évoque des files interminables. Les chiffres sont connus : plus de 48.000 ménages attendent toujours un logement social à Bruxelles. Ce nombre est toujours en augmentation et le délai est de plus de dix ans, en particulier pour les familles nombreuses, qui devraient en être les principales destinataires mais sont en réalité pénalisées par le manque de logements de trois à cinq chambres.

Ensemble, les organismes publics bruxellois de production de logements sociaux, à caractère social ou moyens - Société du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (SLRB), Fonds du logement de la Région de Bruxelles-Capitale (FLRBC) - ne produisent pas plus de 500 logements neufs par an, un score toujours insuffisant pour répondre à la demande sociale. Plus que jamais, les citoyens confrontés à cette crise attendent de notre part des solutions claires. Comment réaliser plus de logements publics ? Comment garantir



---

un accès au logement pour tous ? Ces questions appellent une réponse politique, efficace, claire, concertée et équitable. C'est ce que le gouvernement a promis de mettre en place en début de législature.

Des avancées dans ce sens sont en cours de réalisation. En effet, la collaboration entre les administrations des secrétaires d'État Pascal Smet et Nawal Ben Hamou en matière de simplification administrative devrait faciliter la production de nouveaux logements. S'y ajoutent l'acquisition de nouveaux projets clé sur porte, s'inscrivant dans la volonté de ce gouvernement de travailler avec le secteur privé ; la finalisation et l'attribution de l'allocation-loyer généralisée ; et la commission paritaire locative, compétente pour négocier des loyers raisonnables au regard d'une grille des loyers tenant compte des caractéristiques techniques des logements.

Les chantiers en matière de logement sont multiples et de taille. J'espère que ce gouvernement saura se montrer à la hauteur de ses engagements de début de législature, car personne ne peut habiter dans des plans. Mesurer, c'est savoir : nous resterons attentifs et espérons que dans cinq ans, vous aurez réalisé ce dont nous discutons aujourd'hui.

[139]

*(verder in het Nederlands)*

Het zou niemand mogen overkomen dat hij op straat moet leven, maar het is een Brusselse realiteit. De gezondheidscrisis heeft de situatie van thuislozen nog verergerd. Cafés waar ze naar het toilet konden, zijn dicht. Openbare toiletten zijn er veel te weinig. Dat lijkt voor velen een detail, maar vraag het aan daklozen. Ze zijn vaak zo blij met zo weinig. Het is ongelooflijk.

Vanaf 22 uur geldt een avondklok. Waar moeten de daklozen dan heen? Mijn collega Els Rochette gaat met regelmaat de straat op met organisaties om mensen te helpen. Er zijn te weinig plaatsen om alle dak- en thuislozen op te vangen voor de nacht. Het is niet voor niets dat vijf organisaties samen aan de alarmbel trekken, Artsen Zonder Grenzen, Dokters van de Wereld, CIRÉ, het Burgerplatform BxlRefugees en SOS Jeunes. Als we een avondklok voor iedereen invoeren, dan moeten we alle daklozen een plek geven. Ik had graag een overzicht van de situatie nu, na deze lockdown. Is er plaats voor iedereen?

Sommige relaties die onder spanning stonden, kwamen door corona en de maatregelen onder hoogspanning. Al voor de crisis was er een vertrouwensbreuk tussen een deel van de Brusselaars en de politie. Het gaat om rotte appels aan beide kanten. Toch loopt er ook fundamenteel iets mis. Sommige jongeren worden gecontroleerd enkel omdat ze van een andere origine zijn. Bij heel wat interventies soms met een dodelijke afloop, zoals in Anderlecht, soms met wat blauwe plekken of lichte verwondingen tot gevolg, maar altijd met een vieze nasmaak bij de Brusselaar, rijst de vraag of er geen andere oplossing mogelijk was.

Daartegenover krijgen ook agenten steeds vaker met geweld te maken. Ze worden het veld in gestuurd om de extra strenge maatregelen te handhaven. Dat hulpdiensten of politie het doelwit worden, terwijl ze proberen te helpen, dat aanvaarden we niet. Zeker in tijden van een gezondheidscrisis moeten we op de brandweer en de dringende medische hulpverlening kunnen rekenen.

De oplossing is respect en vertrouwen. We kijken uit naar de aanbevelingen van het parlement om de relaties tussen politie en burger te verbeteren. We hopen dat de regering de aanbevelingen in haar gewestelijk veiligheidsplan overneemt.

[141]

---

*(poursuivant en français)*

En ce qui concerne les relations entre les forces de l'ordre et les citoyens, nous espérons qu'il y aura enfin un déblocage. J'avais travaillé sur ce thème il y a trente ans. Aussi jeune que je pouvais paraître, j'ai tenu une conférence de presse, en expliquant qu'il y avait un sérieux problème au sein de la police.

J'avais appris un texte pratiquement par cœur, dans lequel je disais qu'il y a d'abord les Européens, puis les autres. Il y a les Asiatiques, très polis et travailleurs, avec qui on n'a pas de problème. Ensuite, vous avez les Noirs, spécialistes en faux documents. En cas de bagarre avec eux, ne jamais les frapper sur la tête car ils ont le crâne plus épais. Toujours les frapper avec le bout de la matraque dans le foie pour être sûr de les mettre à terre.

Puis, il y a les Turcs, qui règlent leurs histoires entre eux. Il faut attendre un peu avant d'aller chercher ce qu'il faut ramasser. Enfin, vous avez les Marocains. Ce sont les pires : ils sont tous menteurs et voleurs et pour eux, nous sommes tous des chiens d'infidèles donc nous voler, ce n'est pas voler.

Telle était la formation dispensée à certains policiers venant travailler à Bruxelles. Ce n'est pas moi qui le dis. Il s'agit de résultats de plusieurs chercheurs de l'université de Liège. Je peux vous en donner les références.

Je me demande s'il y a eu beaucoup de changement entre-temps. Une chose est sûre : ce sont ces mêmes agents qui sont aujourd'hui sur le terrain, vingt à vingt-cinq ans plus tard, qui doivent tenter de créer de la cohésion dans notre police. Sont-ils tous comme ça ? Non, bien au contraire. Beaucoup d'entre eux font correctement leur travail, mais à cause de "pommes pourries", la situation se dégrade dans certains quartiers.

[143]

*(verder in het Nederlands)*

Ik blijf geloven in de dialoog.

Het verheugt mij dat er een nieuwe brandweerkazerne komt. Onze Brusselse helden verdienen immers ook een moderne kazerne en aangename werkomstandigheden. Ook dat is een kwestie van respect.

Dan is er het leven na corona. De coronacrisis zal ons allemaal veranderen, en zal ook Brussel veranderen. Als deze pandemie echt onder controle is, wil ik ontwaken in een ander en beter Brussel, een Brussel waar de ruimte eerlijker is verdeeld, tussen mensen met en zonder auto, tussen mensen met en zonder tuin, een Brussel waar geen enkele vorm van armoede wordt getolereerd, geen voedselarmoede, geen digitale ongeletterdheid, geen armen of werkende armen.

Ik wil ontwaken in een Brussel waar het besef leeft dat onze gezondheid ons hoogste goed is. Elke Brusselaar moet contact hebben met een huisarts. Het Brusselse zorgpersoneel verdient loon naar werken.

Een gezond lichaam is weinig waard zonder gezonde geest. Ook in het geluk van de Brusselaars moet worden geïnvesteerd, ook tegen eenzaamheid moet worden gestreden.

Ik ben ervan overtuigd dat Brussel als een feniks uit zijn as zal verrijzen. Het zal een betere stad zijn: rechtvaardig, sociaal, zorgzaam en gezond.

Ten slotte wil ik alle Brusselaars oproepen om elkaar in deze moeilijke tijden niet los te laten. Alleen samen, als gemeenschap, kunnen we het aan. Niet meer op café gaan, afstand houden, weinig persoonlijk contact hebben, niemand vindt dat leuk. We moeten echter denken aan de zwakkeren in onze samenleving en aan het zorgpersoneel, dat nu alweer in de frontlinie staat. Zorg dat je goed geïnformeerd bent.

Er staat een lange winter voor de deur. Ik wens de Brusselse regering veel wijsheid en kracht om er voor de Brusselaars te zijn. De bevolking van het Brussels Gewest rekent erop dat u blijk geeft van leiderschap.

*(Applaus bij de meerderheid)*

[147]

**Mme Céline Fremault (cdH).**- Avant tout, je voudrais adresser au nom du cdH toutes nos pensées les plus encourageantes au personnel soignant qui se bat actuellement sans répit pour sauver des vies, à Bruxelles et ailleurs ; aux malades, femmes et hommes qui luttent à l'heure de nos échanges face à un virus intraitable ; aux familles d'ores et déjà endeuillées, souvent privées d'adieux, qui ont bien besoin de nos pensées et de nos bras virtuels pour les reconforter du chagrin immense qui est le leur aujourd'hui.

Monsieur le ministre-président, Mesdames et Messieurs les ministres, vous vous êtes livrés hier à un exercice traditionnel : celui de dévoiler les mesures de la déclaration de politique générale (DPG) d'octobre. Celle-ci s'apparente bien souvent, reconnaissons-le, à un traditionnel catalogue d'intentions et de décisions qui, s'il satisfait chaque membre de l'exécutif avec sa liste de cahiers de travaux dans des états divers et variés, nous inquiète.

Or, l'heure n'est pas pour nous aux exercices traditionnels. Au regard de la plus grande crise sanitaire que nous ayons connue, l'heure est à l'essentiel, et notre Région a plus que jamais besoin d'un discours différent ; avec des lignes claires, des délais stricts de réalisation, des budgets prioritaires, pour affronter des temps aussi durs et nous préparer à être plus que résilients face à un avenir bouleversé ; avec un signal fort, qui traduise aussi l'occasion d'anticiper des mesures ciblées, parfois pénibles.

Vous nous avez informés qu'un stade de hockey verrait le jour. C'est bien sympathique. En tant qu'Uccloise, j'en suis heureuse ! Mais où est le mot "handicap" dans le discours ? Où est la ligne politique continue qui tient compte, inlassablement, des publics - peu nommés - les plus fragilisés par les crises successives ?

La crise du Covid-19 aura marqué l'année 2020 au fer rouge et occupera encore les esprits tout au long de 2021, à tout le moins. Elle vous fera passer encore des nuits blanches. La première vague de la pandémie a montré des errements, des soucis dans la gestion de cette crise par les autorités en place. La seconde vague, qui est en train de nous submerger, tend à dévoiler certains manques dans la préparation.

[149]

La crise du Covid-19 a surpris tout le monde, de l'Asie à l'Europe en passant par les Amériques, et tous les dirigeants du monde ont été pris de court. Mais rappelez-vous aussi que lorsqu'il a fallu gérer cette première vague, le cdH était le premier à proposer d'accorder les pouvoirs spéciaux au gouvernement pour agir en conséquence et prendre toutes les mesures nécessaires sans tarder.

Prenons le temps de déjà nous souvenir de cette situation extrêmement grave qui s'est déroulée de mars à juin. Début juin, nous comptons plus de 9.000 morts en Belgique, dont près de 1.500 à Bruxelles. À ce moment, les autorités aux manettes ont été tétanisées et ont subi la pandémie plutôt que d'agir. Ce n'est pas

l'unique point de vue d'un parti de l'opposition puisque certains membres de votre gouvernement, M. Vervoort, le reconnaissent.

Regrettons aussi des annonces approximatives, non respectées par la suite, comme celles du matériel de protection, du dépistage et d'une structure intermédiaire qui n'a jamais vu le jour. Que dire d'une ligue d'impro qui devait intervenir dans les maisons de repos ? Faut-il rappeler que nos maisons de repos se sont senties abandonnées et que ce sentiment est légitime. Nous avons un devoir de vérité et de mémoire à l'égard de nos aînés et de leurs familles. Faut-il rappeler que nous avons appelé en mai le gouvernement à travailler sur un plan en faveur de nos aînés ?

La situation économique est catastrophique. Les dix-neuf communes ont été en première ligne du combat contre le virus. Aucune augmentation de leur dotation générale n'a été décidée alors que nous avons déposé une résolution en ce sens.

Aujourd'hui, pour le cdH, la priorité doit être la santé de tous les Bruxellois. La santé aurait dû être la dorsale de toute la DPG, notamment à travers la mise en place d'actions précises qui doivent être entreprises urgemment, comme un tour de dépistage dans les maisons de repos, une finalisation des plans d'urgence et une évaluation quotidienne de cette situation dans les maisons de repos et centres d'hébergement pour personnes handicapées.

Nous souhaitons également le déploiement d'une stratégie ultrarenforcée d'information et de prévention au niveau régional avec une identification précise d'équipes de terrain par commune, une attention portée sur les publics cibles comme les jeunes, les personnes âgées et les personnes qui ne parlent ni le français ni le néerlandais, un financement spécifique en faveur des communes les plus durement touchées, ainsi qu'un système de tolérance zéro et des sanctions élevées à l'égard de celles et ceux qui transgressent les règles.

[151]

Au moment de la formation du gouvernement, en juillet 2019, il n'y avait de raison ni de lever les boucliers, ni de sabrer le champagne. Mon groupe avait évoqué les affaires "continuanes". Les cases cochées ne sont pas nombreuses, plus de quinze mois plus tard, mais le gouvernement bruxellois n'en est pas le seul responsable. La pauvreté n'a pas diminué - bien au contraire -, et les files pour bénéficier de l'aide alimentaire, indignes du XXI<sup>e</sup> siècle, non plus. La vision de la mobilité reste un casse-tête. L'accès au logement patine, aggravé par un sans-abrisme qui va croissant. La question environnementale, quant à elle, n'a pas fait l'objet d'une nouvelle décision de principe. Le gouvernement se félicite de l'efficacité de la zone de basse émission (LEZ) et des décisions en matière de survol de Bruxelles. Mon groupe aussi.

Personne, ni au sein de la majorité, ni dans l'opposition, ne souhaite que la législature soit totalement sacrifiée. Qui plus est, la crise sanitaire a mis en exergue toute une série de fragilités encore plus accentuées. Il faut donc établir une liste de priorités dans le travail à accomplir, ne pas se perdre dans de petits appels à projets anecdotiques. Le gouvernement se doit d'être encore plus présent, redoubler d'ambition et d'efforts pour apporter des réponses précises et concrètes.

La crise budgétaire est forte. Vous avez commencé votre exposé par une description honnête du cadre budgétaire dans lequel la Région bruxelloise évoluera. Vous annoncez un déficit s'élevant à 1,5 milliard d'euros pour 2020 et même le chiffre pour 2021. Vous vous satisfaites, d'une certaine manière, d'un probable retour à l'équilibre budgétaire à la fin de la législature. Il n'y aura pas de nouvelle taxe et les politiques resteront inchangées. Vous serez peut-être à l'équilibre en 2024, mais avec quelle dette ! La Cour des comptes estimait, déjà avant la crise, qu'en 2024, la dette de la Région s'élèverait à 6,7 milliards d'euros. Il

---

est clair que la situation exige des financements, mais mon groupe s'étonne que le programme politique ne prenne pas cette composante en compte.

Vous me demanderez sans doute si je souhaite une politique d'austérité. Ma seule volonté est que vous intégriez la notion du changement induit par la crise du Covid-19 à votre programme politique. À cet égard, la gratuité des services offerts par la STIB est un bel exemple. Vous la maintenez comme si de rien n'était mais, honnêtement, est-ce une priorité ? J'aurais aimé vous voir faire preuve de modestie et d'humilité, que vous expliquiez que ce n'était pas le moment pour ce type de mesures, que vous auriez fait le choix de la reporter.

[153]

Pour ce qui est de la crise climatique, si le cdH se réjouit de l'objectif affiché par les différents gouvernements - qui vise une diminution de 55 % des émissions en 2030 et une neutralité carbone -, il y a contribué. La question centrale et malheureuse qui se pose est de savoir comment et dans quels délais les quatre entités vont s'entendre pour atteindre ces objectifs.

Les ambitions sont essentielles, mais elles passent par une amélioration de la gouvernance. Que va faire le gouvernement pour participer à l'amélioration de cette gouvernance climatique ? Que va-t-il faire pour permettre l'adoption rapide d'une nouvelle répartition des charges nationales (burden sharing) ? La présidence du groupe de travail burden sharing était dans les mains de Bruxelles pendant plusieurs mois et nous n'en avons pourtant pas entendu parler, sauf pour dire que c'était compliqué. Quelle découverte ! Ce fut également compliqué sous la législature précédente. Cela a pris plus d'un an, de façon incessante, mais nous y sommes parvenus.

Bruxelles et ses habitants méritent de l'ambition et la mise en œuvre concrète de celle-ci. Bruxelles est prête à participer à l'effort climatique, même si cela nécessite des changements de comportement, mais il faut lui faciliter la tâche avec des mesures fortement incitatives.

À plus court terme se pose encore et toujours la question de la qualité de l'air. Tout le monde reconnaîtra que la LEZ était une mesure nécessaire. Nous constatons aujourd'hui que c'était une bonne mesure, puisque la qualité de l'air s'est améliorée. Ce qui pose question, c'est que certains membres du gouvernement, très critiques sur le dossier à l'époque, et qui sont pourtant aux manettes aujourd'hui, n'ont pas été plus ambitieux que les prévisions, fixées à 2020. Nous n'avons aucune information sur la LEZ d'après 2025, ou les nouvelles stations de mesure.

Au sujet de la crise du lien social, j'ai souvent exprimé mon étonnement face au peu d'attention accordée à nos aînés bruxellois. La gestion de la crise n'a pas calmé mes inquiétudes. En mai 2020, j'évoquais un plan en faveur de nos aînés et une augmentation des aides à domicile. Certes, vous les annoncez également, M. Vervoort, ce qui est une excellente nouvelle.

Nous avons également prévu l'augmentation des centres de jour, avec l'objectif d'en ouvrir un par commune, ainsi qu'une assurance autonomie. La garantie autonomie n'en est qu'un ersatz, aux contours flous, et qui a un coût. Bien sûr, l'assurance autonomie a aussi un coût, mais comme le disait une dame dans le magazine Investigation de la RTBF, "ce n'est pas parce qu'on est vieux, ou handicapé, qu'on n'a pas le droit de vivre et d'avancer".

[155]

J'aurais voulu plus pour les aînés ! Et que dire des personnes en situation de handicap ! Lors de la présentation du plan social-santé intégré, pas un mot n'a été prononcé, pendant une heure et demie, sur ces personnes qui représentent 10 % de la population bruxelloise ! Quand je pose la question, on me répond qu'il n'est pas question de les exclure. La question n'est pas d'éviter d'exclure, mais d'inclure !

Le confinement a mis à genoux des centaines de familles, qui peinent à se relever. M. Chahid, vous l'avez souligné, mais la DPG ne dit pas un mot sur les aidants proches. Pas un mot non plus, dans le plan social-santé intégré, sur les corps intermédiaires. Vous me direz qu'ils ont été invités dans deux groupes de travail et que la question du vieillissement est transversale ; que les citoyens seront consultés en fin de processus, mais quand les corps intermédiaires interviendront-ils dans ce plan ? Celui-ci est fondamental aujourd'hui, eu égard à la situation de crise.

Je suis aussi alarmée par le sort des personnes en situation de pauvreté. Pour pallier la fermeture de plusieurs structures, vous annoncez l'aménagement, la rénovation et la mise en conformité de 400 logements mobilisés et de deux espaces d'accueil collectif. Quand seront-ils prêts ? L'hiver arrive, et des centaines de personnes dorment à la rue, faute de place.

J'ai interpellé M. Maron sur la fermeture du centre au boulevard Poincaré. Le 2 octobre, 80 personnes ont été mises à la rue ! Le ministre m'a répété qu'il était indigne d'y héberger des personnes. Mais n'est-ce pas indigne de les laisser à la rue ? Hier, j'ai relayé les inquiétudes de cinq ONG bruxelloises : 80 personnes se sont retrouvées à la rue le 2 octobre, et 300 de plus, le 20 octobre ! Où sont-elles ? Le secteur s'en inquiète car elles ne sont plus toutes dans des hôtels.

Des files se forment à nouveau devant les portes des organisations qui distribuent des colis alimentaires. Une situation indigne du XXI<sup>e</sup> siècle ! La coordination de l'aide alimentaire doit devenir un réseau, et ce secteur doit bénéficier d'agents contractuels subventionnés (ACS) et d'agrément pour cinq ans.

[157]

Je tiens à saluer le travail déjà effectué par Mme Lalieux au sein du gouvernement fédéral. Ce matin, elle a annoncé sept millions d'euros d'aides aux acteurs de l'aide alimentaire. Je voudrais savoir comment vous allez plaider la cause bruxelloise, qui est urgente en matière d'aide alimentaire.

Quant à l'allocation-loyer, elle a été un cheval de bataille du cdH, mais elle n'est toujours pas effective malgré les promesses de la majorité. Elle semble gêner, alors que tout le monde s'accordait à considérer qu'il s'agissait d'une voie concrète pour aider ceux qui attendaient un logement social. Le texte a été largement adopté fin décembre 2018, les premiers arrêtés d'exécution sont passés au gouvernement au printemps 2019 et les budgets ont été mobilisés. Que se passe-t-il ? Le gouvernement peut-il justifier cet immobilisme en pleine crise ? La résolution déposée a été reportée et encore reportée, gênant aux entournures certains partenaires de la majorité tels que M. De Bock et Mme Maison.

Le logement étudiant et le logement intergénérationnel créent davantage de solidarité, mais ils n'apparaissent qu'à peine voire pas du tout dans la DPG.

Et que dire de l'accès à la propriété ? Il doit être à la portée des jeunes familles. Or, certaines quittent encore trop souvent Bruxelles. Ce phénomène de no man's land est d'ailleurs accentué par la crise du Covid-19. À quand des projets sur la portabilité des droits d'enregistrement ? À quand l'évocation d'une prime Be Home un peu plus exemptée ? Quelle est la position du gouvernement bruxellois sur l'accès à la propriété ?

Concernant la mobilité, à l'exception de l'annonce de la réforme du transport rémunéré de personnes - qui est nécessaire -, on croirait malheureusement entendre les intentions de l'an dernier : nouvelles lignes de tram, mobilité à la demande (mobility as a service, MaaS), le principe STOP, les zones à concentration d'accidents (ZACA), etc.

Sans oublier l'entrée en vigueur de la zone 30 prévue dans deux mois et demi. Le projet est-il réellement mûr ? Son lancement risque d'être chaotique voire dangereux. Il reste quelques obstacles à sa concrétisation et le calendrier est trop serré pour réaliser les aménagements requis. Par ailleurs, la crise a vidé les caisses des communes. Les budgets ne permettent donc plus de réaliser les travaux nécessaires. Qui va en assumer le coût ?

Enfin, la répartition entre les zones 30 et les zones 50 manque encore de clarté. Postposer l'entrée en vigueur de ce projet ne serait pas un aveu d'échec, Mme Van den Brandt. Bien au contraire, je pense que l'on vous jugera sur la réussite du projet, et non sur un éventuel report de quelques mois.

[161]

**Mme Véronique Lefrancq (cdH).**- Comme Mme Fremault, j'observe que la déclaration de politique générale (DPG) oublie un détail fâcheux au regard de l'actualité : l'urgence et le caractère dramatique de la crise que nous traversons et que nous risquons encore de vivre pendant de nombreux mois.

Dans le domaine économique, la DPG est décevante car elle ne fait que résumer une liste de points présentant de bonnes intentions ou des mesures déjà mises en place ou annoncées. Ainsi, comme en 2019, vous rappelez que la stratégie 2030 demeure une ambition, même si elle a été perturbée par la crise. Vous vous félicitez ensuite des aides économiques décidées lors de la première vague, et vous annoncez attendre l'Union européenne pour un plan de relance.

Vous indiquez que le prêt proxi annoncé le 30 avril dernier est passé deux fois devant le Conseil d'État avant d'entrer enfin en application. Vous déclarez avoir l'intention de mettre en place une stratégie de transition économique qui sera dévoilée en cours de l'année 2021. Vous présentez un soutien à la production locale d'un montant de 2 millions d'euros ainsi qu'une aide de 600.000 euros accordée aux industries culturelles et récréatives. Vous dévoilez une relance régionale de l'emploi de l'ordre de 50 millions d'euros, déjà annoncée par le ministre Clerfayt dans la presse à la fin septembre.

Vous vous targuez d'une expérimentation des territoires zéro chômeur de longue durée alors que le ministre de l'emploi avait averti qu'il attendait pour ce faire un accord de coopération avec l'État fédéral. Vous parlez d'une mise en place progressive d'un revenu de formation en 2021, lequel avait déjà été débattu avant la crise du Covid-19. Enfin, vous avancez le lancement en 2021 de l'alliance emploi-environnement-finances pour la rénovation durable, alors que nous proposons l'anticipation de la stratégie rénovation depuis votre plan de relance en juillet dernier.

Tout ceci résonne comme un goût de trop peu au vu de l'ampleur de la crise et des enjeux qui en résultent.

[163]

Afin d'étayer mon propos, je mobiliserai trois concepts centraux pour une politique économique régionale ambitieuse : l'anticipation, la confiance et la résilience.

En ce qui concerne l'anticipation, comme le dit l'adage, gouverner, c'est prévoir. Depuis le début, nous n'avons cessé de réagir avec un temps de retard par rapport au virus. Notre capacité à anticiper constituera indubitablement la clé de cette crise.

C'est dans ce sens que le cdH bruxellois et moi-même avons suggéré que le gouvernement bruxellois invoque un état d'urgence économique régional avec, par exemple, des procédures administratives et juridiques plus rapides et simplifiées ; l'anticipation du mois de décembre, qui est socialement et économiquement fort en raison des fêtes de fin d'année ; des mesures de prévoyance pour le mois de janvier, etc. Il faut donner une perspective et une vision à l'économie de la Région.

Mais surtout, depuis un moment, nous implorons, dans le cadre d'un état d'urgence économique régional, un raccourcissement des délais d'obtention d'aides. À quoi bon faire des effets d'annonce alors que rien ne suit ? La responsabilité du gouvernement est directement engagée et la rapidité d'obtention des aides sera primordiale pour la survie de nombreux commerces.

S'agissant de la confiance, comme je le disais déjà en juillet dernier lors de la présentation du plan de relance à court terme, dans toute crise, pour aller de l'avant, la confiance est vitale. Pour retrouver cette confiance fragilisée par la crise, un plan de relance ambitieux doté d'un budget en conséquence s'impose. Malheureusement, comme vous le savez vous-même, ce n'est pas une mini-déclaration de politique générale (DPG) estivale de 120 millions d'euros, comme celle qui a été présentée en juillet, qui fera l'affaire.

Concrètement, nous attendons et demandons aujourd'hui un vrai plan de relance de la part du gouvernement. Cependant, nous apprenons que, dans le cadre du plan de relance de l'Union européenne, la Région bruxelloise attend patiemment la répartition de l'enveloppe destinée à la Belgique entre les différentes entités du pays. Or cette répartition nécessite l'adoption d'un plan de relance national associant les autorités fédérales et fédérées, plan qui serait attendu par la Commission européenne pour le 30 avril prochain.

[165]

Croyez-vous une seule seconde que les entrepreneurs de l'événementiel, les travailleurs du secteur de la culture, les restaurateurs et cafetiers à l'arrêt total, les hôteliers au bord du gouffre, les fournisseurs du secteur de l'horeca à l'agonie, vont pouvoir encore attendre six mois ? L'urgence est là, l'attente est mortifère.

Enfin, en matière de résilience, la crise du Covid-19 nous mène à un tournant sans précédent. Nous avons pu constater, depuis le confinement, à quel point notre économie locale est dépendante de l'économie mondiale et du commerce international. Pour le cdH, c'est pourtant maintenant qu'il faut jeter les fondations solides d'une économie résiliente.

En conclusion, nous conservons une attitude positive et constructive, comme l'a dit M. De Bock, majorité comme opposition. Mais il est temps que vous posiez des actes forts - nous sommes d'ailleurs ravis des décisions prises aujourd'hui, même si elles arrivent tardivement - et que vous envoyiez un signal clair aux citoyens bruxellois pour leur montrer que les autorités sont bien là pour améliorer la qualité de vie quotidienne fragilisée par les crises.

[167]

**De heer Pepijn Kennis (Agora).**- We zijn vandaag opnieuw in crisis. We zitten volop in de tweede golf van het coronavirus. Agora wenst veel sterkte aan iedereen die er dagelijks mee wordt geconfronteerd. Het is niet gemakkelijk, zeker niet voor de mensen die de maatschappij dagelijks draaiende houden. We wensen hen veel moed.



---

De crisis polariseert inderdaad verder. Collega's hebben het al een paar keer gezegd. Ik las onlangs dat er meer Porsches verkocht worden en tegelijkertijd denk ik aan de dertienjarige Dylan, die wat meer geld vroeg, zodat zijn familie eten kon kopen. We zien opnieuw dat in een crisis de ongelijkheden in onze samenleving op scherp staan.

[169]

*(poursuivant en français)*

Vous devrez donc effectuer des choix moraux. N'oubliez pas de le faire au nom de tous les Bruxellois car ces choix sont importants.

Après avoir entendu votre déclaration de politique générale (DPG), j'aimerais revenir sur trois éléments, à savoir le logement, la participation citoyenne et l'aménagement du territoire.

[171]

*(verder in het Nederlands)*

Het zal u niet verbazen dat ik op het thema van de huisvesting terugkom. De Brusselse burgerassemblee, die vanmorgen noodgedwongen online bijeenkwam, koos ervoor om dat thema te volgen. Ze concentreert zich meer bepaald op vijf onderwerpen, die ze essentieel vindt om de huisvestingscrisis aan te pakken: de regulering van de huurprijzen, de controle op woningen en de steun aan huurders, de leegstand, mensen in precarie situaties en de renovatie van woningen.

Voor drie op vier Brusselse huishoudens en voor nagenoeg alle arme gezinnen zijn de woningen te duur. Een op tien van de Brusselse gezinnen staat op een wachtlijst voor een sociale woning en de coronacrisis maakt alles nog een pak erger.

U wilt 425 miljoen euro investeren in de huisvesting. Dat is niet niks.

[173]

*(poursuivant en français)*

Par contre, je ne vois pas bien comment vous allez investir cet argent ni comment ces investissements aboutiront à combler structurellement la crise du logement. Contrairement à la crise sanitaire actuelle, celle-ci frappe notre ville depuis des dizaines d'années.

Effectivement, comme disait un collègue, votre déclaration s'apparente parfois plus à un catalogue de bonnes intentions qu'à une liste de priorités et un vrai plan structurel. C'est pour cela que je vous interroge sur les actions concrètes que votre gouvernement veut mener en matière de logement.

Prenons les personnes en situation de précarité. Avec le confinement et une perte de revenus pour beaucoup de nos concitoyens, ils sont plus nombreux à éprouver des difficultés à trouver un logement, ou même à se retrouver à la rue. Que faites-vous pour leur apporter une solution structurelle ?

[175]

*(verder in het Nederlands)*

U wilt het aantal opvangplaatsen voor daklozen uitbreiden. Dat is uiteraard nodig als de regering tijdelijke noodmaatregelen invoert, want wie geen huis heeft, kan moeilijk "in zijn kot blijven". Waar moet een dakloze naartoe als de avondklok om 22 uur ingaat?

Bovendien moet u ook een beleid voor na de pandemie uitwerken. Er staan voldoende gebouwen leeg in Brussel. Het zou om 6,5 miljoen m<sup>2</sup> gaan. Op een dergelijke oppervlakte kan opvang voor heel wat mensen worden georganiseerd. Dat zouden wel geen structurele maatregelen zijn. Bent u van plan om leegstaande gebouwen op te vorderen en te laten renoveren? Wilt u leegstaande panden tot sociale woningen omvormen?

U stelt dat u Housing First wilt steunen. Dat is mooi en kan een structurele oplossing bieden, maar wat houdt het project concreet in? Welk type woningen wilt u op die manier ter beschikking stellen van daklozen? Welke begeleiding zullen zij krijgen? Om hoeveel woningen zal het gaan en waar zullen ze zich bevinden?

[177]

*(poursuivant en français)*

Au niveau du logement, les ambitions de votre gouvernement sont élevées. Elles l'étaient déjà lors de la déclaration de politique générale (DPG) en juin 2019. Il y était notamment question de construire 6.400 logements. Où sont-ils ? Allez-vous tous les construire en 2021 ?

Toujours en matière de construction, en 2019, vous aviez prévu 50 % de logements à caractère social dans les projets immobiliers, sur du foncier de la Région. Aujourd'hui, vous montez encore les enjeux, allant jusqu'à annoncer 50 % de logements sociaux. Cette proportion s'entend-elle par projet ou tous projets confondus ? Les retrouverons-nous tous dans un projet particulier ? De combien de logements s'agit-il exactement et quelle part des 425 millions d'euros mobilisés sera-t-elle affectée à leur construction ?

Où vont-ils être construits : friche Josaphat, gare de l'Ouest, Usquare, gare du Nord ? Quoi qu'il en soit, sur le terrain de Tour & Taxis, avec 20 % de logements sociaux prévus qui sont devenus 30 % de logements moyens, quelle garantie les Bruxellois ont-ils de disposer effectivement des 50 % que vous proposez ?

[179]

*(verder in het Nederlands)*

De algemene tendens van de aanbevelingen die de burgerassemblee doet voor de productie van woningen is alvast duidelijk: renoveren, renoveren en nog eens renoveren. Met 6,5 miljoen m<sup>2</sup> leegstand hebben we ruimte voor bijvoorbeeld 65.000 woningen van 100 m<sup>2</sup>.

De ecologische voetafdruk van renovatie is kleiner, de impact op de stad positiever en de kostprijs meestal lager. U investeert op die manier in mensen, in werkgelegenheid en in erfgoed, in plaats van te investeren in vastgoedbedrijven die altijd op zoek zijn naar nieuwe bouwprojecten.

Ter bestrijding van leegstand lees ik veel over tijdelijk gebruik, en het is goed dat u daar een sociale invulling aan geeft, maar hoe wilt u leegstaande gebouwen structureel renoveren om er woningen van te maken? Gaat u die bevoegdheid centraliseren bij het gewest? Momenteel werken de gemeenten immers niet bepaald actief mee.

Gaat het enkel over woningen, of over alle vormen van leegstand, dus ook van kantoren, industriegebouwen en winkels? Het zou enigszins absurd zijn dat een gewestelijke ambtenaar een leegstaande woning zou registreren, maar niet de leegstaande winkel eronder.

Of het nu gaat om de strijd tegen leegstand, tegen ongezonde woningen, of om de hulp aan daklozen, u wilt overal de gemeenten bij betrekken. Die staan immers het dichtst bij de bevolking. Die inspanning biedt echter geen garantie op resultaat. Welke middelen hebt u om gemeenten tot actie te bewegen? Op grond van de wet-Onkelinx kunnen ze leegstaande gebouwen vorderen, maar niet als ze zelf leegstaande gebouwen in bezit hebben. Hoe zet u gemeenten aan om hun eigen patrimonium te renoveren? Hoe zult u het gemeentelijke beleid monitoren? Welke concrete resultaten mogen we verwachten?

[181]

*(poursuivant en français)*

Il y a également du travail au niveau du logement locatif : mise en œuvre de tests antidiscrimination proactifs, contrôle en amont d'une location, introduction d'un recours en cas de logement trop cher ou insalubre... Comment allez-vous rendre ces dispositifs accessibles aux personnes les plus précarisées, qui sont le plus souvent concernées ? Quelles balises mettez-vous pour éviter les barrières à l'accès ? Par exemple, les bailleurs auraient beaucoup plus recours au juge de paix que les locataires. À cet égard, l'assemblée citoyenne réfléchit à un permis de location qui ferait peser beaucoup plus de responsabilités sur le bailleur. Avez-vous étudié cette piste ? Le cas échéant, qu'en pensez-vous ? J'ai posé la même question à Mme Ben Hamou mais comme je n'ai pas encore eu de réponse, je vous la pose aussi.

Enfin, l'acquisition des logements figure parmi vos nombreuses priorités. Devenir propriétaire de son logement constitue effectivement un énorme levier social et économique. Comme les prix des appartements ont grimpé de 135 % et celui des maisons de 252 %, je me demande tout de même comment vous allez procéder. Quelle part des 425 millions d'euros sera-t-elle dédiée à l'acquisitif ? Et surtout à quelle fin ? Est-ce pour retenir la classe moyenne dans la ville, avec les logements de citydev.brussels, ou s'agit-il d'introduire de vrais leviers sociaux pour les plus démunis ? Si vous optez pour une combinaison des deux options, quelle est la répartition retenue ? Qu'en est-il des logements sociaux acquisitifs ?

En matière de logement, il est clair qu'il y a du pain sur la planche. Peut-être n'aurai-je pas toutes les réponses aujourd'hui, mais je vous invite à me les faire parvenir. Je peux également y revenir en commission du logement.

C'est bien de prévoir des logements, mais reste à savoir quand vous les aurez produits, où, comment et pour qui ?

[183]

*(verder in het Nederlands)*

Ook burgerparticipatie is een belangrijke pijler van het regeerakkoord. De ambities van de regering zijn groot, maar tegelijk vaag. Ik zal minister Maron daarover binnenkort interpellieren, maar ondertussen vond ik in de beleidsverklaring al enkele antwoorden op mijn vragen.

Zo wordt het duidelijk dat er een gewestelijke participatiedienst komt en dat die bij perspective.brussels wordt ondergebracht. Een opmerkelijke keuze, want participatie gaat natuurlijk verder dan stedenbouw. Andere administraties hebben daar wellicht een andere ervaring mee. Hopelijk zal die dienst bij alle politieke

beslissingen input kunnen geven, mee kunnen nadenken over participatie en voort kunnen bouwen op bestaande kennis en expertise.

Het is immers onnodig om telkens opnieuw het warm water uit te vinden: onderzoekers en mensen uit de praktijk weten ondertussen goed wat werkt en wat niet. Wij zullen de nieuwe dienst met plezier ontmoeten om hun de lessen mee te geven die wij hebben geleerd. Welke concrete opdrachten zal de participatiedienst krijgen? Aan wie moet hij verantwoording afleggen? Welke bevoegdheden en middelen krijgt hij? Dat alles is nog onduidelijk.

[185]

*(poursuivant en français)*

Si, toutefois, vous installez le service de la participation chez perspective.brussels, nous espérons que vous avez bien lu l'entretien avec le maître-architecte de la Région de Bruxelles-Capitale, qui propose à juste titre que la participation citoyenne ait lieu en amont des grands processus de construction ou de planning urbanistique. Ceci permettrait à nos concitoyens de se prononcer sur les grandes lignes de toute planification, et non après coup sur ses détails, comme c'est souvent le cas aujourd'hui. Je prédis même que, pour une fois, on ira plus lentement tout seul mais plus loin et plus vite ensemble, car il y aura moins de contestation en aval.

Vous allez définir des formes de participation citoyenne dans une ordonnance climatique. La participation des citoyens, cependant, concerne des questions bien plus larges que le climat ou le développement urbain. Qu'en est-il des autres compétences par rapport à la participation citoyenne ?

Dans les mesures de crise, par exemple, votre gouvernement a soutenu la transformation des entreprises en coopératives. Pourquoi n'est-ce pas plus souvent une condition pour recevoir une aide gouvernementale ? Ne pouvons-nous pas attendre que les entreprises que nous soutenons économiquement grâce à nos impôts s'organisent à leur tour de manière démocratique ?

[187]

*(verder in het Nederlands)*

Bovendien bestaat participatie in verscheidene vormen, al naargelang de doeleinden. Welke elementen overweegt u een plaats te geven in de ordonnantie en bij de dienst? Als u echt met de burgers aan de slag wilt, kan ik u alvast warm aanbevelen om te kiezen voor een deliberatieve democratie.

Agora blijft werken aan een meer inclusieve, participatieve en deliberatieve democratie. De prioriteiten voor dit jaar zijn het stemrecht voor buitenlandse onderdanen in de gewestverkiezingen, de gewestelijke volksraadpleging met een deliberatieve stap en natuurlijk de follow-up van de gemengde commissies, waar ik naar uitkijk.

Agora steunt de ordonnantie over het afwisselen van mannen en vrouwen op de kieslijsten. Representatieve democratie is voor ons niet het einddoel, maar niets houdt ons tegen om mee te helpen aan een dergelijke verbetering.

De ambities van Agora inzake participatieve democratie zijn dus hoog. De centrale vragen zijn: wie neemt eraan deel en wat is de impact op het beleid.

[189]

*(poursuivant en français)*

Enfin, en ce qui concerne le développement territorial, les thématiques du logement et de la participation se croisent souvent.

En matière de plans d'aménagement directeurs (PAD), certains projets comme le projet Josaphat sont fortement contestés par les riverains et diverses associations de la société civile. S'il est louable de la part de votre gouvernement de vouloir encourager le débat public et la participation citoyenne, c'est surtout dans le cadre de ce genre de projet que cette volonté doit trouver son expression concrète.

La réalisation de la démocratie participative passe par l'implication des citoyens au sein de toutes les matières régionales, et non par la déconnexion des autres compétences de manière isolée. Comme l'a dit le maître-architecte de la Région de Bruxelles-Capitale, il faut instaurer la participation en amont. Si l'on refait les plans pour le projet Josaphat, il convient d'y impliquer directement les citoyens concernés.

[191]

*(verder in het Nederlands)*

Ook in andere richtplannen van aanleg is er vooruitgang. Naar verluidt zouden in het dossier Usquare de nodige vergunningen voor 100% openbare gezinswoningen zijn uitgereikt. Wat betekent dat echter? Komen er in de voormalige kazerne van Elsene 100% sociale woningen? Of zijn het woningen voor middelgrote gezinnen? Worden ze verkocht of verhuurd? Wie zal ze bouwen en wie zal ze beheren?

U bent van plan om het besluit over de stedenbouwkundige lasten te wijzigen om te komen tot 15% sociale woningen. Hoe komt u daarbij? Waarom is er geen sprake van het afgesproken gewestelijke gemiddelde? Welk percentage van sociale woningen ambieert u tegen het einde van deze regeerperiode?

U ziet tijdelijk gebruik als een middel om het pad te effenen voor stedenbouwkundige ontwikkeling. Laat ik u erop te wijzen dat dat niet alleen top-down gebeurt, maar vooral bottom-up, zoals voor de meeste stedelijke aangelegenheden. Ik dring er dan ook nogmaals op aan om leegstaande gebouwen vooral beschikbaar te maken voor wie het meest nood heeft aan ruimte, zoals daklozen en verantwoordelijken van projecten.

[193]

*(poursuivant en français)*

Vous avez des ambitions plutôt floues, en politique d'urbanisme, en ce qui concerne la mixité sociale. Vous voulez la promouvoir en faisant du logement une priorité. Mais le logement n'était-il pas déjà une priorité des dernières législatures ?

Dès lors, où en sommes-nous en matière de mixité sociale dans les projets publics ou privés ? Comment allez-vous faciliter la mixité et la rencontre entre les différents groupes de Bruxellois ?

Vous disposez d'outils importants, tels que les contrats de rénovation urbaine (CRU), les permis d'urbanisme et les PAD. On sait que le tirage au sort pondéré fonctionne pour une assemblée citoyenne. Je ne vous le conseille pas pour attribuer des logements, quoique cela pourrait être une expérience intéressante.

---

La question centrale ici est de construire la ville ensemble, pendant la pandémie et après celle-ci. Incluons donc les citoyens en amont.

[195]

*(verder in het Nederlands)*

U merkt dat ik veel vragen heb, namelijk hoe u de wooncrisis nu echt wilt aanpakken, hoe u burgers echt inspraak in het bestuur van hun stad wilt geven, en hoe u voor en met de Brusselaars echt aan de stad zult bouwen.

[197]

*(poursuivant en français)*

Au nom du mouvement politique citoyen Agora et de l'assemblée citoyenne bruxelloise, je vous remercie pour votre attention et vos réponses.

*(Applaudissements)*

[201]

**De heer Jan Busselen (PVDA).**- De afgelopen week heb ik met heel wat mensen gesprekken gevoerd: maatschappelijk werkers, verplegers, zorgwerkers en dokters. Naast angst, onzekerheid en een zekere frustratie, heersen er ook een zeker ongenoegen en woede. Er is angst over de tweede golf en ongenoegen over het feit dat het zover is kunnen komen.

Wanneer ik uw beleidsverklaring lees, heb ik het gevoel dat deze regering de sociale crisis onderschat die de Brusselse gezinnen momenteel doormaken. Op het vlak van huisvesting, mobiliteit en werkgelegenheid is de regeringsverklaring ontoereikend.

Mevrouw De Smedt gaf daar vanochtend een aantal confronterende voorbeelden van. Zij stelde echter ook maatregelen voor, zoals een bindend uurrooster, een verbod op uithuiszettingen, inclusieve mobiliteitsoplossingen en investeringen in de openbare sector.

Dergelijke maatregelen zouden op een sociale paradigmaverschuiving neerkomen, die ik niet in uw beleidsverklaring vond. Wat ik er wel in vond, waren vage beloftes, meer aankondigingspolitiek en meer concurrentie tussen de gewesten.

Om het begrotingstekort te betalen, wilt u leningen bij de Europese Centrale Bank (ECB) aangaan, zonder daar nieuwe belastingen aan te koppelen. Noch de rijken, noch de armen zouden meer moeten betalen. Het lijkt wel Alice in Wonderland.

In uw begrotingsplan is er geen woord te bespeuren over de extreme ongelijkheid in Brussel. Het gaat om een plan op grond waarvan niemand zou moeten betalen en iedereen gelukkig is. Wie gelooft daarin?

[203]

De vraag die niet wordt gesteld, is wie er voor die anderhalf miljard aan schulden en leningen opdraait. Ik zal u zeggen wie daar nu al de prijs voor betaalt en wie de rekening morgen opnieuw gepresenteerd krijgt. Dat

zijn de mensen in de zorg, die handen tekortkomen en bezwijken onder de druk, dat zijn de mensen in de horeca, in de evenementensector, dat zijn de 50.000 gezinnen die wachten op een sociale woning, dat is het groeiende aantal gezinnen dat bij de voedselbank aanklopt.

Voedselbedeling is geen trieste realiteit in de 21ste eeuw, mijnheer Chahid, het is een schande in een rijk gewest als Brussel. Het lijkt erop dat morgen ook de Audi-arbeiders moeten betalen, samen met de leerkrachten en verpleegkundigen die buiten Brussel zijn gaan wonen, omdat het onbetaalbaar is geworden om een woning in Brussel te kopen of te huren. Voortaan mogen ze stadstol betalen, omdat de talloze regeringen van het land er niet in slagen om een hoogstaand interregionaal vervoersnet tot stand te brengen.

Die stadstol is een voorbeeld van concurrentieregionalisme. Het is een maatregel die mensen tegen elkaar opzet. Zelfs uw meerderheidspartijen sp.a.one-brussels en Open Vld zijn verdeeld en zeggen in het Vlaams parlement iets anders dan in het Brussels parlement.

U blijft wellicht volhouden dat de crisis met leningen en investeringen wordt betaald en erop wijzen dat we geen slechte beurt op de internationale schuldenmarkt mogen maken, maar nergens hebt u het over eerlijke fiscaliteit, over fiscale rechtvaardigheid. Dat is vreemd, want de federale regering is bijna een afspiegeling van de Brusselse. Ik had een sociale bocht, een trendbreuk verwacht, maar die blijft uit.

[205]

Mevrouw De Smedt had het over de wooncrisis, die u al vijftien jaar belooft aan te pakken, over het gebrek aan ambitie in de strijd tegen racisme en discriminatie en over het werkgelegenheidsbeleid dat tekortschiet. Het valt trouwens op hoe inwisselbaar het Brusselse beleid is met dat in Vlaanderen. Als ik de heer Verstraeten moet geloven, dan bestaat het beleid van subsidies aan werkgevers daar ook. Die worden hier alleen niet snel genoeg weer afgevoerd. Ook de opleidingen voor tijdelijke werklozen zijn in Vlaanderen ingevoerd dankzij de N-VA; hier in Brussel worden ze alleen niet snel genoeg ingevoerd. Het verschil is dus eerder een kwestie van timing, niet van een andere visie op werkgelegenheid.

Het was een bewogen jaar. De crisis is slecht aangepakt. Alle alarmsignalen werden stelselmatig geminimaliseerd, met alle gevolgen van dien. De ziekenhuizen kreunen onder de druk van een tweede golf. In de rusthuizen heersen wanhoop en angst.

Deze week voerde het zorgpersoneel van het Erasmusziekenhuis en het Ziekenhuis Sint-Anna/Sint-Remi actie en ook in andere ziekenhuizen is de woede groot, want al voor de coronacrisis was de situatie onhoudbaar. Ik had verwacht dat u die signalen zou opvangen, maar toen ik gisteren in uw beleidsverklaring las dat er geïnvesteerd wordt in de infrastructuur van de ziekenhuizen, om de kwaliteit te bewaren van een zorg die tegemoetkomt aan de behoeften van de bevolking, vroeg ik mij af of wij wel in dezelfde realiteit leven.

Een op vijf Brusselaars stelde immers voor de crisis al medische zorg uit wegens financiële moeilijkheden. Wanneer u spreekt over het bewaren van de kwaliteit, herschrijft u de realiteit. Voor een op vijf Brusselse gezinnen is toegankelijke zorg problematisch. Waarom gelooft u dat de investeringen in de sector waarnaar u verwijst, voldoende zijn?

[207]

Ook bij andere slachtoffers, de bewoners en verzorgers in de rusthuizen, die de tweede golf over zich heen krijgen, is de verontwaardiging groot. Al voor de crisis bleek de vermarkting en de race naar winst en

efficiëntie van de ouderenzorg te leiden naar slechte werkomstandigheden en slechte lonen ten voordele van alsmaar groeiende winsten voor de aandeelhouders van multinationals als Orpea en Korian.

Veel alleenstaande moeders werken in deze sector deeltijds voor lonen die vaak de armoededrempel niet halen. In tegenstelling tot wat de heer Verstraeten denkt, telt onze stad ook working poor, net zoals in Vlaanderen. Armen zijn niet alleen werklozen en dat is te wijten aan de afbouw van degelijke werkgelegenheid en de invoering van altijd maar meer flexi-jobs. Bovendien komt daar de ongelijkheid tussen mannen en vrouwen des te scherper tot uiting.

Hoe zult u dat probleem oplossen? De preciaire werkomstandigheden in de rust- en verzorgingstehuizen zijn onaanvaardbaar. De vakbonden van de non-profitsector berekenden dat er dringend nood is aan een extra investering van 100 miljoen euro per jaar. Wat doet u? U voorziet in 30 miljoen euro voor de komende vier jaar. Zorgt u toch dat u de helden van de zorg, voor wie we allemaal samen hebben geapplaudisseerd, respecteert en dat u de extra handen in de rusthuizen en in de ziekenhuizen nu levert, in plaats van volgend jaar.

Eens te meer komt u niet tegemoet aan de noden van de mensen. U wil een walvis vangen met een visnetje. U wil een gebroken been verzorgen met een pleister. U wil een longontsteking tegengaan met een pijnstillertje. Maar daarmee geneest u Brussel niet. Wat er nu nodig is, zijn urgente en massale investeringen in de zorg, in de mobiliteit, in de sociale huisvesting en vooral in echte publieke werkgelegenheid. De investeringen mogen niet blindelings doorgespeeld worden aan de private sector, maar moeten de noden van onze stad lenigen. Uw maatregelen moeten de gezinnen koopkracht bieden en u moet de klimaatuitdagingen structureel aanpakken.

*(Applaus bij de PTB)*

*(De heer Guy Vanhengel, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op)*

[215]

**Mme Victoria Austraet (indépendante).**- M. le ministre-président, vous avez mentionné à plusieurs reprises dans votre déclaration gouvernementale que celle-ci représentait un exercice bien difficile dans le contexte d'incertitude sanitaire que nous connaissons. Je pense en effet que l'honnêteté pousse à reconnaître votre position délicate, qui consiste à présenter des projets et des stratégies pour l'année à venir, alors qu'un nouveau confinement plane au-dessus de nos têtes et que nous ne savons pas pendant combien de temps il faudra encore colmater les dégâts de la crise et apporter une réponse aux tragédies qu'elle provoque.

Vous avez rappelé quelques chiffres vertigineux, notamment celui du déficit annoncé, qui atteindra 1,5 milliard d'euros pour cette année, que vous prévoyez d'amortir par le dégageant d'un budget pluriannuel et qu'il faudra examiner le mois prochain. Je pense que nous avons donc la mesure de la difficulté de telles projections alors que nous sommes pleinement entrés dans la deuxième vague qui nous était annoncée.

J'ai néanmoins plusieurs questionnements concernant le logement, le droit à l'alimentation, la santé et - cela ne va pas vous surprendre - le bien-être animal.

[217]

Premièrement, vous indiquez vouloir "construire la ville en redonnant à la nature, à la biodiversité, une place de premier plan". Je ne nie pas que certaines initiatives du gouvernement vont dans ce sens - vous en citez certaines - et nous serons attentifs aux résultats du futur plan nature. Toutefois, force est de constater que ce



---

visage vert que veut montrer la Région cache parfois des décisions contraires, surtout en matière de développement urbanistique.

À ce titre, vous mentionnez la finalisation imminente du règlement régional d'urbanisme (RRU), qui porterait selon vous des objectifs de durabilité, d'écologisation et de qualité. Il me semble que nous sommes nombreux dans ce parlement à estimer que ce RRU mériterait d'être revu plus en profondeur afin d'afficher de plus grandes ambitions encore en matière d'environnement. Cette demande a-t-elle été entendue par le gouvernement ?

En matière d'habitation, justement, le problème des logements inoccupés suscite une attention accrue au sein de ce parlement. Le droit au logement, qui est garanti dans notre Constitution, justifierait selon moi des efforts plus conséquents dans la lutte contre les habitations vides, et bien davantage que dans le développement urbanistique. Vous mentionnez l'objectif de la réduction du nombre de logements inoccupés par un travail de recensement centralisé, mais il me semble que les observatoires communaux sont déjà subsidiés par la Région.

Je lis que le droit de gestion publique rencontre certaines difficultés dans la pratique, mais en complément d'autres aides au logement, je crois que ce droit reste une opportunité pour la Région de répondre de façon la plus appropriée possible à la demande en logements de tous types.

M. le ministre-président, j'entends les objectifs en matière d'égalité des chances, de lutte contre les discriminations et de droits des femmes, et je me réjouis que le gouvernement ambitionne de travailler et de financer davantage ces thèmes. Comme vous l'avez justement expliqué, ce sont des problèmes qui se sont aggravés par la crise, alors qu'ils étaient déjà criants avant celle-ci. Nous serons donc attentifs aux annonces plus détaillées à ce sujet.

[219]

Les objectifs du gouvernement en matière de lutte contre le sans-abrisme posent en revanche question. Vous avez indiqué dans votre déclaration votre volonté de trouver des solutions pour les personnes et familles sans abri, qui ont été accueillies de façon temporaire et urgente durant la première vague. Mais quelle est la stratégie structurelle de la Région pour répondre au problème sur le long terme ?

Vous annoncez la multiplication des projets Housing First, mais sans en dire beaucoup plus. À la fin de l'année dernière, M. Maron avait exprimé ses réserves à propos des plans hiver. Il expliquait vouloir apporter une réponse plus durable au sans-abrisme. J'aimerais donc obtenir plus de précisions du gouvernement à ce sujet.

Pour ce qui concerne la compétence du bien-être animal, j'avoue avoir un sentiment ambivalent. D'un côté, je ne m'attendais pas forcément à ce que cette thématique soit évoquée puisque, dans les faits, notre société accorde encore aujourd'hui une attention assez marginale aux droits et intérêts des animaux non humains. D'ailleurs, votre présentation volontairement humoristique de cette matière montre bien qu'il s'agit d'une compétence considérée comme un peu frivole, pas vraiment prise au sérieux, même si vous avez le mérite de l'avoir mentionnée.

D'un autre côté, je me demande si pour annoncer ce qui a été annoncé, il ne valait pas mieux ne rien dire. Vous indiquez que le gouvernement a lancé ou concrétisé la majorité des projets touchant au bien-être animal. Pour le prouver, vous citez les évolutions législatives que sont la liste positive des reptiles, l'interdiction des équidés dans les manèges, l'interdiction des pièges à colle, ainsi que l'interdiction de la détention de cétacés.

[221]

Ce sont bien sûr de très bonnes mesures et je vous en félicite, mais elles sont presque déjà toutes actées. Ce sont en outre de simples conversions en ordonnances des avis rendus par le Conseil consultatif bruxellois pour le bien-être animal ou de propositions parlementaires.

Pour ce qui concerne les chantiers pour 2021, à vous entendre il n'y en a aucun. Vous évoquez simplement la tenue, l'année prochaine, d'une conférence sur l'éthique animale et la poursuite d'un dialogue avec les communes. Je ne veux pas présumer que le gouvernement n'a pas d'autres idées pour faire avancer la condition animale, j'espère sincèrement qu'il n'a simplement pas jugé utile de s'étendre sur cette thématique dans sa déclaration. Les opportunités d'avancées sont évidemment aussi nombreuses qu'il existe d'animaux en souffrance.

J'ai, par exemple, interrogé cette semaine le ministre Clerfayt sur l'absence de stratégie de réduction du nombre d'animaux en laboratoire. La cellule bien-être animal de Bruxelles Environnement réalise quant à elle un travail indispensable avec des moyens bien trop limités. Il y a aussi la question du commerce d'animaux de compagnie, qui fait toujours l'objet de nombreux abus.

Un autre aspect sur lequel j'aimerais en entendre davantage est celui de la stratégie que vous évoquez dans le cadre du plan de relance et qui vise à mettre en œuvre un droit à l'alimentation. Vous expliquez que l'aide alimentaire reste une nécessité pour les publics vulnérables, mais qu'elle devrait être complétée d'une garantie à la mise en œuvre plus structurelle du droit à l'alimentation. Je partage entièrement cet avis, et je vous encourage à développer cet aspect avec ambition.

Malgré des stratégies positives telles que Good Food, l'alimentation de qualité reste une thématique trop peu abordée lorsqu'il est question de prévention de la santé. Avant-hier, j'entendais la fonctionnaire dirigeante d'Iriscare, Mme Tania Dekens, expliquer très justement en commission spéciale consacrée à la gestion de la pandémie de Covid-19 que la surmortalité, que nous avons particulièrement connue à Bruxelles ces derniers mois dans les maisons de repos et de soins, s'expliquait aussi par l'état de santé globalement plus faible de ces personnes. Or, la santé passe pour beaucoup par l'assiette. La résilience de notre société est donc aussi une question d'alimentation des citoyens.

[223]

Plus particulièrement, la surconsommation de produits animaux - une réalité omniprésente dans les foyers et les cantines - affecte notre santé et notre système de soins de santé à plusieurs niveaux. Comme chacun le sait, elle est un facteur d'aggravation du risque de certaines maladies, comme les troubles cardiovasculaires, le diabète de type 2 ou le cancer. Elle est également un facteur bien connu d'émissions de gaz à effet de serre, dont nous ferons les frais par le biais du réchauffement climatique. Troisièmement, les élevages d'animaux sont de véritables incubateurs d'agents pathogènes, comme en témoignent les épidémies de grippe aviaire ou porcine, qui pourraient bien un jour se transformer en nouvelles pandémies.

La crise que nous connaissons est aussi celle de notre empreinte sur l'environnement et les animaux. Le Parlement européen vient de voter le budget de la nouvelle politique agricole commune (PAC), que l'on dénonce comme étant en complète inadéquation avec les récentes stratégies de la Commission européenne, telles que le pacte vert pour l'Europe (Green Deal) et la stratégie de la ferme à l'assiette.

La nouvelle mouture de la PAC passe à côté des enjeux environnementaux. Une fois de plus, des milliards d'euros publics seront consacrés à l'élevage industriel, au détriment du climat, de la biodiversité et du respect minimal envers les animaux.

La situation est donc inquiétante, M. le ministre-président, et il est d'autant plus étonnant que vous n'ayez pas fait mention du plan Good Food dans votre déclaration. Il serait pourtant l'endroit idéal pour inscrire des ambitions rehaussées en matière d'approvisionnement alimentaire. Pourriez-vous faire le point sur cette stratégie, ainsi que sur ce même thème dans le plan social-santé intégré, censé être en préparation cette année ?

Vous avez parlé de la future ordonnance climat, qui est, si je ne me trompe, à l'état d'avant-projet et viendra fixer dans une loi les objectifs de la Région en la matière. Je pense qu'il serait primordial d'y consacrer un important chapitre à l'alimentation, afin de permettre une réduction des émissions indirectes de gaz à effet de serre de la Région.

[225]

Dans votre déclaration, vous citez Sartre, en expliquant que malgré l'incertitude, nous n'avons pas droit au désespoir. Si Sartre n'est pas d'une grande aide dans cette crise, peut-être pouvons-nous nous inspirer de Camus qui, dans son livre *La Peste*, décrivait une société enfermée dans sa routine et incapable de sortir de son indifférence pour réagir face à une catastrophe annoncée. L'œuvre de Camus nous inspire la révolte, l'action individuelle et collective. La crise du coronavirus a un effet positif en ce qu'elle pointe du doigt les dysfonctionnements de notre système, et notre modèle alimentaire et agricole en est un élément central.

*(Applaudissements)*

*(M. Rachid Madrane, président, reprend place au fauteuil présidentiel)*

[233]

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.** - Si les citations présentent l'intérêt d'illustrer les propos, il convient de ne pas leur donner plus d'importance qu'elles n'en ont.

En matière de référence, *Le hussard sur le toit* de Jean-Paul Rappeneau est incontournable. Ce film d'une modernité incroyable raconte une épidémie de choléra dans le sud de la France au début du XIXe siècle. Hormis les experts et la prise en charge professionnelle à travers notre système de soins, qui n'existaient pas à cette époque, tous les éléments que nous connaissons aujourd'hui sont présents : la quarantaine, les craintes, les peurs, la désignation de l'ennemi, la fureur, la colère, l'abattement, etc.

Une épidémie comme celle que nous vivons nous ramène à une réalité que nous n'imaginions plus : celle de l'humain face à une dimension qu'il ne connaît et ne maîtrise pas et qui, de ce fait, l'angoisse profondément.

Tout être humain s'interroge, à un moment ou l'autre, sur les moyens de lutter pour sa survie. En ce sens, cette crise est une extraordinaire leçon d'humilité collective. La société était convaincue qu'il existait une réponse à toutes les questions et qu'au pire, la science était là pour nous éclairer. Nous réalisons aujourd'hui qu'il n'en est rien, et que même la science en est à ses balbutiements concernant l'étude et la connaissance de ce virus, qui semble échapper à toute maîtrise. Cela nous renvoie au mystère de la vie, à la question de savoir ce qui nous a amenés à être ici aujourd'hui.

En résumé, il importe de prendre de temps à autre un peu de hauteur par rapport aux situations auxquelles nous sommes confrontés.

[237]

---

*(verder in het Nederlands)*

Mevrouw Van Achter, de budgettaire aspecten zullen in de vergaderingen van de commissie voor de Begroting worden besproken, zoals het hoort. We moeten consequent blijven en methodisch te werk gaan. De begroting zal eind oktober aan het parlement worden voorgelegd. We zullen bij die gelegenheid met plezier uw vragen beantwoorden.

We zullen dus nog op de kwestie terugkomen, maar ik kan u al zeggen dat de regering voor de financiering van de klimaat- en energiematregelen ongeveer 400 miljoen euro extra zal uittrekken voor het klimaat, bovenop de bijkomende middelen van ongeveer 2,5 miljard euro om de investeringen in het openbaar vervoer en het energieplan te financieren.

De renovatiemaatregelen zullen worden gefinancierd met inkomsten uit het Klimaatfonds en het Fonds voor Energiebeleid en via directe budgettaire financiering, dus via de algemene inkomsten. Voor die maatregelen zijn aanzienlijke middelen in de meerjarenbegroting ingeschreven.

De contouren van het herstelplan en de meerjarenbegroting van de Europese Unie moeten nog worden vastgesteld, maar een heel belangrijk deel zal naar de klimaatdoelstellingen gaan in het kader van de Europese Green Deal.

We rekenen ook op middelen van het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling (EFRO), waarvoor de regering de strategische prioriteiten heeft vastgesteld. De nadruk zal vooral op het klimaat en op de renovatie van prioritaire openbare gebouwen komen te liggen. Bovendien zal de regering vanaf januari ook de particuliere en openbare financiële instanties mobiliseren via de Alliantie werkgelegenheid-leefmilieu.

[239]

*(poursuivant en français)*

Dans le volet dédié à la mobilité, via le budget régional et Beliris, principalement, la Région bruxelloise compte aussi sur les efforts fédéraux, au niveau du réseau express régional (RER) ou du réseau S intrabruellois.

Dans le volet consacré à la transition économique, outre le financement budgétaire régional, nous pouvons compter sur les instruments régionaux : le prêt proxi, qui vient d'entrer en vigueur, et finance&invest.brussels dont la recapitalisation est sur le point d'être finalisée. Cette recapitalisation ira de pair avec une nouvelle stratégie qui fera plus de place à la transition économique.

Le gouvernement assurera le suivi des objectifs climatiques par différentes voies :

- la mise en place d'un comité d'experts indépendant chargé du climat qui évaluera l'évolution des objectifs climatiques ;
- la mise en place d'un organe commun aux administrations qui coordonnera la mise en œuvre et le rapportage ;
- l'implication de l'ensemble du gouvernement et des organismes publics par l'intégration de l'objectif climatique dans les notes et lettres d'orientation.

L'ensemble du dispositif permettra un suivi régulier et, si nécessaire, une adaptation des actions pour garder le cap.

L'ambition en matière de recyparks est bien maintenue et le sujet sera régulièrement abordé au sein de la commission ad hoc. Quelque 10 millions d'euros ont été réservés à l'économie circulaire, et une partie de cette somme sera destinée aux recyparks. Ensuite, le gouvernement bruxellois trouvera des solutions de financement pour chacun des recyparks, notamment via les filiales. L'installation de recyparks est un élément structurant d'une politique de gestion des déchets abandonnant l'incinération. L'objectif est donc de poser les jalons en vue de l'installation de dix nouveaux recyparks durant cette législature et la suivante, prévue par la déclaration de politique générale (DPG).

[241]

Ces nouvelles installations permettront d'augmenter le tri dans la Région, parallèlement aux autres mesures, dont l'obligation de tri pour les biodéchets. Plusieurs actions concrètes ont déjà été menées sur ce point. Ainsi, le gouvernement a récemment validé la publication d'un marché public de travaux en vue de la construction d'un recypark à Anderlecht.

Le ministre Maron a également annoncé que le projet Buda devrait voir le jour sous cette législature. Situé à Neder-over-Heembeek, il y est prévu la construction d'un nouveau dépôt pour les ouvriers et ouvrières de Bruxelles Propreté, ainsi que la création d'un recypark idéalement situé pour les habitants du nord de la Région, une propriété de Bruxelles Propreté de plus de 30.000 m<sup>2</sup> à la hauteur de la station d'épuration de Bruxelles-Nord.

En collaboration avec les autorités communales de Jette, un recypark devrait prochainement voir le jour à front de voirie. D'autre part, en collaboration avec les diverses institutions communales et régionales, Bruxelles Propreté est chargé de rechercher et d'identifier différents lieux pouvant s'y prêter.

[243]

*(verder in het Nederlands)*

De Delegatie van het Brussels Gewest bij de Europese Unie (EU) is onmisbaar om een geloofwaardig Europees beleid te voeren. In het licht van het toenemende belang van de Europese beleidsagenda, de context van de uitrol van het Europees herstelbeleid, de uitvoering van de maatregelen die met de European Green Deal gepaard gaan, de voorbereiding van het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie in 2024, hebben we besloten om de Delegatie permanent te versterken.

De regering heeft daarom deze zomer opdracht gegeven om drie voltijdse equivalenten (VTE's) in dienst te nemen die specifiek voor de eerder genoemde prioriteiten worden ingezet. De rekrutering gebeurt met spoed, zodat we de nieuwe werkkrachten snel kunnen inschakelen. Daarnaast hebben we beslist om twee mensen uit de administratie deeltijds naar de Delegatie te detacheren voor de follow-up van het handels- en begrotingsbeleid van de EU.

Op die manier bevestigt het Brussels Gewest de ambitie om het Europees beleid op de voet te volgen, de beleidsvorming maximaal te beïnvloeden en gebruik te maken van de financiële kansen die het Europees beleid biedt in overeenstemming met de algemene beleidsverklaring.

[245]

*(poursuivant en français)*

Notre engagement est effectivement de proposer plus de 50 % de logements sociaux, ce qui représenterait une solution pour les 15.000 ménages en attente d'un logement social. Notre déclaration est explicite sur ce point.

Concernant la prolongation du moratoire, je pense que ma collègue Nawal Ben Hamou a déjà largement répondu à ces questions en commission.

Mme Fremault n'ignore pas le travail réalisé sous la précédente législature. Quant à l'allocation-loyer, force a été de constater que le système envisagé se heurte à quelques problèmes pratiques. Il est trop complexe, si bien que seuls 370 ménages bénéficient actuellement de cette allocation. Notre objectif va bien évidemment au-delà, tout comme votre ambition, j'en suis certain. Nous visons 13.000 bénéficiaires à l'horizon 2022. Un texte sera sur la table du gouvernement début janvier.

En ce qui concerne l'incidence du Covid-19 sur les finances locales, Bruxelles Pouvoirs locaux (BPL) actualise actuellement les données au regard des nouveaux éléments dont l'administration dispose, soit les comptes 2019, qui demeurent toutefois incomplets étant donné que quatre communes doivent encore les rentrer, ainsi qu'au regard des modifications budgétaires qui lui sont parvenues depuis quelques mois et qui concernaient presque exclusivement de nouvelles dépenses liées à la crise du Covid-19.

Ces données seront actualisées prochainement, ce qui permettra de réévaluer l'incidence réelle sur les finances communales, sachant que le vrai diagnostic aura lieu lors de l'élaboration des comptes pour l'année 2020, puisque tous les comptes seront consolidés. Même si l'incidence se poursuivra en 2021, les comptes de 2020 nous en donneront déjà une indication.

[247]

Nous verrons ce qu'il convient de faire à ce moment-là. Nous sommes bien entendu conscients de la complexité de la situation. Nous nous sommes accordés sur un certain nombre de mesures d'assouplissement budgétaire au mois de juin, qui ont permis aux communes de présenter pour 2020 et 2021 des budgets pour lesquels l'équilibre peut être atteint non pas uniquement grâce à l'exercice propre mais aussi aux exercices cumulés. Cependant, cette mesure ne suffira peut-être pas. Il faudra alors envisager d'autres mesures. Pour rappel, la mission n° 1 du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) est de venir en aide aux trésoreries communales en grande difficulté.

[249]

*(verder in het Nederlands)*

In de algemene beleidsverklaring staat dat de regering voorziet in specifieke opvang van slachtoffers van cyberaanvallen, pesten of discriminatie op sociale media. Ze zal tevens inspanningen op het vlak van cyberveiligheid ondersteunen.

De misdaad verschuift immers naar de digitale wereld. Ik zou graag geloven dat de terugval van de criminaliteit met 20% in Brussel het resultaat is van een algemene trend. De politiediensten en de deskundigen bij Brussel Preventie & Veiligheid (BPV) oordelen echter dat de criminaliteit steeds uiteenlopendere en vaak ook digitale vormen aanneemt. Al die verschillende fenomenen moeten op meerdere vlakken worden bestreden.

De zichtbare en de onzichtbare criminaliteit van elkaar loskoppelen, heeft geen zin. De mensenhandel en de drugstrafiek vormen daarvan een uitstekend voorbeeld. De communicatie tussen criminelen verloopt niet langer uitsluitend telefonisch en de drugsverkoop blijft niet beperkt tot de straat, maar vindt ook zijn weg via het internet.

De aanpak van de uiteenlopende vormen van criminaliteit vereist aanzienlijke investeringen, zowel in materiaal als in deskundigheid. Om aan de behoefte te voldoen, beschikt het gewest over instrumenten die binnen de grenzen van de gewestelijke bevoegdheden een wezenlijke ondersteuning bieden aan de politiediensten.

De transversale en coherente aanpak voor een veiliger gewest blijft natuurlijk niet beperkt tot de grote projecten. Die komt ook tot uiting in een globaal plan. Het volgende Globaal Veiligheids- en Preventieplan (GVPP) 2021-2024, dat binnenkort aan de regering wordt voorgelegd, vormt daarvan de ruggengraat.

Binnenkort wordt er een nota ingediend, aangezien er 425.000 euro is vrijgemaakt om een staten-generaal te organiseren.

[251]

*(poursuivant en français)*

Nous sommes bien conscients du caractère extrêmement complexe de la situation actuelle en ce qui concerne les rapports entre les forces de l'ordre et la population. Je sais que le parlement, dans le cadre de la commission des affaires intérieures, réalise actuellement une série d'auditions qui devraient permettre de dégager un certain nombre de recommandations adressées notamment au gouvernement, et visant à tenir compte d'une série de mesures pour parvenir à rétablir un dialogue plus apaisé.

Nous avons tous des retours des difficultés des uns et des autres. C'est un problème extrêmement complexe dû en partie à la méconnaissance du terrain bruxellois. Quand vous venez de Wallonie ou de Flandre, d'un village rural, et que vous vous retrouvez dans les quartiers bruxellois, il est clair que le choc est plus que culturel : c'est un choc intégral. La plupart des Bruxellois vivent dans ce contexte et ils n'ont donc pas de difficultés de cet ordre.

D'où l'importance de la formation et de faire tomber les stéréotypes. Je dirais même que c'est dans les deux sens. Dans un certain nombre de quartiers, il existe une méfiance par rapport à ce que représente l'autorité publique - pas seulement les policiers. C'est tout cela qu'il faut faire évoluer et c'est un travail qui n'est jamais terminé.

[253]

Il y a des moments où ça va mieux, ou moins bien, en fonction aussi d'un contexte global qui nous dépasse souvent, qui crée une tension, comme lors des attentats terroristes. Dans ma vie politique, les premiers événements qui m'ont marqué étaient les émeutes à Forest, en 1991. Nous avons lancé une série d'initiatives. Nous n'éviterons jamais les moments de tension, mais c'est l'occasion de mettre en place des réponses à la hauteur des défis qui nous sont imposés. C'est une responsabilité collective.

Il y a eu beaucoup de sanctions administratives communales (SAC), mais pour l'instant, il n'y a plus de dispositions de ce type en vigueur dans le cadre de la crise sanitaire. C'était une mesure transitoire, décidée par une circulaire du Collège des procureurs généraux et qui a pris fin le 30 juin.

[255]

Concernant les investissements globaux prévus dans le plan de relance, nous n'avons pas toujours la même perception du réel. Nous sommes conscients qu'une partie significative de notre économie se retrouve à nouveau à l'arrêt. Il est évident que la situation sanitaire actuelle et les décisions qui en résultent nous imposent d'utiliser le terme de relance avec la plus grande prudence.

Certains d'entre vous estiment que ce plan manque d'ambitions et d'investissements. Nous pourrions d'ailleurs avoir une discussion sémantique sur le concept d'investissement. L'investissement peut être vertueux ou productif. Mais le fait d'investir dans la maintenance n'est pas une dépense courante, c'est aussi un investissement. Quand nous avons dégagé des moyens colossaux pour la crise des tunnels, nous avons considéré que ces investissements étaient aussi de nature à répondre à un problème lié au trafic. Si certains considéraient qu'une fermeture était préférable, le choix a été fait de les rénover. Comme le montre le chantier du tunnel Léopold II, il ne s'agit pas d'un simple coup de peinture, mais d'une rénovation lourde, qui vise à assurer le maintien de l'infrastructure. Les infrastructures routières font partie des investissements stratégiques puisqu'ils contribuent au développement de l'économie. Si on devait remettre des chemins de terre pour entrer dans Bruxelles, je ne suis pas sûr qu'on continuerait longtemps à bénéficier de la même attractivité sur les plans national et international. Il s'agit donc bel et bien d'investissements.

[257]

Nous assumons un solde budgétaire négatif de plus de 1,5 milliard d'euros. Ce sont des investissements réalisés non pas pour se faire plaisir mais au service des Bruxellois. Avant la sixième réforme de l'État, nous étions en sous-capacité d'investissement. Ensuite, nous avons dû faire face à des investissements importants sur tous les fronts.

Prenons l'exemple de la ville de Liège et de son tram. C'est un dossier extrêmement important pour les Liégeois. Ici, nous sommes dans une autre réalité, avec des masses budgétaires considérables. Ces investissements sont lourds financièrement, en exploitation et en matériel également, mais ils sont indispensables pour assurer une mobilité de qualité pour nos habitants et le reste du pays.

Nous portons seuls le poids des investissements qui profitent à l'ensemble du pays. Si nous n'étions pas la capitale européenne, nous opterions pour une autre approche et nous dépenserions beaucoup moins dans la mobilité. Nous produisons environ 18 % du produit intérieur brut (PIB) national, mais notre financement et notre budget ne sont pas à la hauteur de ces 18 %.

Le poids de ces investissements pèse très lourd par rapport à la masse budgétaire globale de ce que représente la Région. C'est là que se situe le fossé, qui subsiste encore, malgré le refinancement de nos institutions.

Un demi-milliard d'euros pour la mobilité, 250 millions d'euros pour le logement. À plus long terme, nous présentons des investissements qui avoisinent 427 millions d'euros pour le logement et 2 milliards d'euros pour la mobilité. Comme je vous l'ai exposé hier, nous sommes persuadés qu'il faut maintenir ces aides. Cela fait partie de la relance et du monde "post-Covid-19".

[259]

D'ailleurs, la notion "post-Covid-19" est encore prématurée. En juin ou juillet, les commentaires fleurissaient sur le monde d'après. Nous n'y sommes pas encore ! Commençons par aborder les problèmes du présent avec toute l'énergie nécessaire.



La recapitalisation de finance&invest.brussels est une réalité, avec près de 60 millions d'euros injectés. Quant aux objectifs du plan de relance européen, ils sont orientés par l'Union elle-même vers des investissements. Il est clair que la Flandre a déjà annoncé qu'elle allait capter quasiment toute la masse budgétaire, mais nous savons que tout cela fera l'objet d'une négociation.

Par ailleurs, comme je l'ai déjà dit par le passé, à partir du moment où certains investissements profitent à l'ensemble du pays, il n'y a pas de raison que l'impact budgétaire de la dette ne soit pas mutualisé. Je parle ici des investissements lourds, comme le ferroviaire ou le métro.

Tout cela correspond à un certain nombre d'axes du "monde d'après" : la numérisation, la qualité du logement, les plans ambitieux en matière de climat, la réduction de la pollution. Toutes ces matières font partie de la relance et devront être abordées un jour ou l'autre. À cet égard, j'attends également le plan de relance fédéral, car il sera important de coordonner la stratégie des différents niveaux de pouvoir.

[261]

Pour stimuler l'entrepreneuriat, il s'agit de créer un climat favorable à toutes les phases de l'existence de l'entreprise. Il faut, au départ, fournir aux entrepreneurs des informations claires et de qualité, à travers le renforcement du service 1819, mais aussi grâce au renforcement des guichets de l'économie locale dans leurs missions clés auprès des entrepreneurs. Un million d'euros sera investi pour doubler les effectifs et assurer un soutien accru de première ligne pendant cette crise.

Nous porterons également une attention particulière aux jeunes en relançant l'appel à projets Young Entrepreneurs of Tomorrow, en 2021, à hauteur d'un million d'euros, avec un double objectif : sensibiliser et soutenir la création.

Quant au soutien aux locataires de surfaces commerciales, dont les cafés, nous prévoyons en 2021 de consacrer 25 millions d'euros à une mesure qui sera opérationnelle à la fin de l'année. Cette mesure est fondée sur un accord volontaire entre le propriétaire qui accepte un abandon de créance et le locataire qui reçoit un prêt pour payer le loyer de son bail commercial. Chacun participe à la situation dans laquelle se retrouvent les deux parties. Pour certains propriétaires, ce n'est peut-être qu'une ligne dans un bilan mais, en général, pour les locataires, c'est une charge importante.

Les grands propriétaires qui gagnent de l'argent en ne faisant rien sont d'ailleurs le mal belge. Ainsi, les baux commerciaux sont une rente de situation extraordinaire. Les exploitants d'hôtels, par exemple, sont pris à la gorge par tous ces fonds, et il en va de même pour les restaurants et les cafés : les grandes entreprises brassicoles leur font signer des contrats qui les placent dans des situations très difficiles, ce ne sont pas des philanthropes. Et qu'en est-il du gérant d'une pizzeria qui doit payer un loyer commercial de 5.000 euros par mois ? Il doit en faire des pizzas pour rentabiliser ce loyer, et au moindre petit accroc, c'est la faillite ! À Bruxelles, les rentes de situation sont donc un vrai problème.

[263]

Je vous rappelle que les primes versées constituent l'une des mesures mises en place par le gouvernement. D'autres répondent à des situations très variées, en fonction des secteurs et de la taille des entreprises : garantie bancaire, prêt, liquidation anticipée des aides à l'expatriation, pôle d'accompagnement d'urgence, etc. Quant aux primes versées aux entrepreneurs et aux indépendants, il s'est écoulé, en moyenne, neuf jours entre le dépôt de la demande et le versement sur le compte du bénéficiaire.

L'effort budgétaire est substantiel eu égard à notre budget global. Pour rappel, le montant global de l'aide urgente décidée à Bruxelles s'élève à 634 millions d'euros. Cela correspond à 11 % de dépenses supplémentaires, soit 520 euros par habitant. Proportionnellement au nombre d'habitants, ce ratio nous place très haut vis-à-vis des autres entités. D'aucuns comparent la prime à celle accordée par la Flandre, mais nous faisons en fonction du budget dont nous disposons. C'est là la cause de cette dichotomie : notre secteur horeca et notre tissu entrepreneurial sont extrêmement denses, mais notre capacité budgétaire n'est pas forcément à hauteur.

Des moyens exceptionnels sont dégagés pour le soutien à l'emploi et à la formation : 53 millions d'euros pour 2021. Nous voulons renforcer l'engagement des Bruxellois. C'est la raison pour laquelle nous avons créé une prime exceptionnelle, Phoenix.brussels, qui va permettre aux nouveaux chercheurs d'emploi victimes de la crise, et qui ont une expérience et des compétences, de retrouver rapidement un emploi.

Il en va de même pour le fonds de rebond destiné à soutenir les travailleurs victimes d'une faillite.

Le montant de la prime pour les jeunes diplômés est de 500 euros, car nous ne voulons pas créer de concurrence entre les jeunes. Il est en effet important que les jeunes diplômés soient engagés dans des fonctions qui correspondent à leur niveau de qualification. Nous nous devons d'aider également ces jeunes qui sont victimes de la crise.

La formation est notre crédo. Nous voulons que les chercheurs d'emploi puissent acquérir les compétences linguistiques et numériques essentielles. Nous travaillons également sur la nouvelle offre de formation en la mettant à la disposition des chercheurs d'emploi et des travailleurs, tout en tenant compte des métiers en pénurie, des métiers en demande et de la transformation des métiers.

La formation à distance a été renforcée et continuera à l'être. Nous avons mis les moyens pour que ce type de formation soit également accessible gratuitement pour les travailleurs en chômage temporaire.

[265]

La formation en alternance est aussi à privilégier. C'est pourquoi la prime tuteur sera renforcée en 2021. Le soutien à l'économie et à l'emploi reste une compétence partagée entre l'État fédéral et les Régions. Cela exige une plus grande coordination et notre volonté reste de travailler en commun avec le nouveau ministre fédéral de l'emploi et nos partenaires des autres entités.

En effet, la mise en place de certains projets pilotes tels que les territoires zéro chômeur de longue durée nécessite un cadre réglementaire et légal partagé avec le gouvernement fédéral. Cela figurait d'ailleurs dans l'accord fédéral de majorité. Il est important de pouvoir mobiliser les indemnités de chômage pour faire de ce projet un projet gagnant-gagnant pour notre Région et les chômeurs de longue durée.

En 2021, l'indemnité de formation sera indexée et passera à deux euros de l'heure. C'est la première étape vers le revenu de formation. Dans ce dossier, la collaboration avec l'État fédéral est aussi nécessaire, car il ne faudrait pas qu'une mesure régionale pénalise à terme le chercheur d'emploi. C'est une question de fiscalité.

Enfin, en 2021, nous travaillerons à la mise en œuvre de l'exploration des données en collaboration avec Unia et, nous l'espérons, avec l'inspection fédérale. Nous allons aussi revoir les protocoles avec Unia et l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes (IEFH) en vue d'augmenter le nombre de signalements. L'une des pistes envisagées est l'anonymisation des signalements.

Pour rappel, la formation est principalement une compétence de la Commission communautaire française (Cocof). Depuis la sixième réforme de l'État, la Région peut commander des programmes de formation, et le fait depuis 2014. Nous travaillons dans la complémentarité. Nous ne pouvons évidemment pas réduire les efforts de formation à la Région. Les efforts consentis par la Cocof et la Commission communautaire flamande (Vlaamse Gemeenschapscommissie, VGC) sont importants et en totale cohérence avec les investissements de la Région. Les francophones auront certainement l'occasion d'aborder ces questions la semaine prochaine, lorsque ma collègue Barbara Trachte présentera la déclaration de politique générale (DPG) de la Cocof.

Concernant le déploiement de la 5G, je m'étonne un peu que cette question revienne encore, après toutes les réponses données aux diverses questions parlementaires portant directement ou indirectement sur le sujet. Nous n'avons pas changé. Les nouveaux déploiements technologiques en matière de transmission des données se feront dans le respect du principe de précaution et après évaluation sur le plan environnemental, de la santé publique, de l'efficacité économique, de la sécurité des données et du respect de la vie privée.

[267]

En juillet dernier, le gouvernement a validé une feuille de route...

*(Remarques de Mme Fremault)*

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Ne soyez pas pessimiste comme ça. Il est normal que nous prenions les précautions indispensables. Je me souviens avoir lu je ne sais plus dans quelle bonne feuille - L'Écho ou La Libre Belgique, je ne sais plus exactement - que les Bruxellois n'étaient pas des rats de laboratoire.

**Mme Céline Fremault (cdH).**- C'était effectivement dans L'Écho, je suis ravie que vous vous en souveniez. À l'époque, nous n'avions pas les moyens de contrôler, et la question qui se posait alors était de savoir si on pouvait adopter une législation sans contrôle.

[273]

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- La tarification kilométrique suscite beaucoup de questions, de manière légitime, chez tous les partenaires. Une série de balises figurent dans l'accord de majorité, que je vous invite à relire.

La discussion d'aujourd'hui est pour ainsi dire virtuelle : je serais bien en peine de vous parler de ces modèles que vous avez lus dans la presse car nous n'en avons jamais vu ! Tout cela doit encore être approfondi et analysé. Nous défendons toutefois cette vision, dont l'objectif est d'amener un changement.

J'entends des réactions presque churchilliennes au nord du pays - nous combattons par air, par mer, par terre,... - et, au sud, André Antoine qui nous ressert le même couplet que j'entends depuis des années - tant qu'on n'a pas de solutions alternatives, on ne change rien. Cela fait trente ans qu'on répète la même chose, et cela peut encore continuer longtemps !

Alors que dans notre Région, les Bruxellois ont incontestablement changé de comportement. Mais il faut qu'une partie du chemin soit faite par les autres, sinon dans vingt ans nous discuterons toujours des problèmes de mobilité à Bruxelles.

---

La pandémie de Covid-19 amène certainement des changements, mais il ne faut pas croire que la situation actuelle va perdurer indéfiniment, que les travailleurs ne reviendront plus à Bruxelles parce que le télétravail a aussi ses limites sur les plans organisationnels, psychologiques et de la sociabilité. Je ne pense pas que le modèle de travail de demain sera de passer son temps dans une petite pièce en regardant de temps en temps une série sur Netflix.

[275]

**Mme Céline Fremault (cdH).**- M. Crucke ne s'est pas non plus déclaré favorable à la taxation kilométrique dans l'Écho. Et idem pour M. Nollet. Ils sont donc assez nombreux à partager cette opinion.

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Certains membres du PS s'y opposent également.

Les Wallons sont constants puisqu'ils s'y opposent depuis le début. Par contre, la Flandre défendait le modèle de taxation au kilomètre jusqu'à ce que M. De Wever, poussé par sa droite durant la campagne électorale, se sente obligé de dire que c'était une mauvaise chose, en jetant à la poubelle tout ce qui avait été réalisé jusque-là.

**Mevrouw Cielkje Van Achter (N-VA).**- Jusqu'à la fuite des modèles dans la presse.

[279]

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Concernant les aménagements cyclables, nous savons que l'objectif n'est pas toujours atteint. Une des clés de Smart Move réside d'ailleurs dans la coconstruction avec les citoyens. Nous devons en revenir au fondement même de la concertation avec les pouvoirs locaux et les citoyens, qui fait partie intégrante de l'action politique, tous domaines confondus.

Pour ce qui est de l'augmentation de l'offre de transport de la STIB, nous sommes aujourd'hui à 100 % du niveau de l'offre. Par ailleurs, la situation se fragilise vu le nombre d'agents qui sont soit détectés positifs, soit placés en quarantaine. Les nouvelles règles dues à la faiblesse du dépistage nous font repasser à une quarantaine de dix jours plus quatre. À cela s'ajoute la situation dans les écoles, ce qui entraîne une réelle interaction entre tous les secteurs.

On le voit également au niveau des forces de l'ordre, même si la situation reste sous contrôle à Bruxelles avec un pourcentage avoisinant les 15 %. Rappelons néanmoins qu'il n'était que de 6 à 7 % durant la première vague !

**M. Youssef Handichi (PTB).**- Le taux d'absentéisme à la STIB est de 25 %.

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Maintenir l'offre devient donc une vraie gageure. Qui plus est, le virus circule aujourd'hui avec une telle virulence qu'il devient très difficile de savoir où et comment se produisent les contaminations.

[281]

Mme Fremault, vous dites qu'instaurer la gratuité dans les transports en commun ne servira à rien maintenant.

**Mme Céline Fremault (cdH).**- Je n'ai pas dit que ce projet ne servirait à rien, j'ai dit que ce n'était pas le moment. On peut dire, à un certain moment, qu'on reporte un projet et qu'on affecte le budget à d'autres priorités.

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Sauf que, si nous voulons rencontrer nos objectifs qui consistent principalement à rendre les jeunes "captifs" du transport public, nous devons commencer par ce genre de mesures. Certains diront que les jeunes changeront de comportement par eux-mêmes mais, même si je ne suis pas un obsédé de la gratuité, je pense qu'une telle mesure peut, comme la fiscalité, inciter à changer des comportements et des habitudes.

Quant à la politique de santé, nous allons bien sûr assurer une cohérence entre les différents plans existants, que ce soit le plan d'action bruxellois de lutte contre la pauvreté, le plan stratégique de promotion de la santé ou le plan social-santé intégré. Dans le cadre de l'élaboration de l'initiative Brussels Takes Care, qui porte notamment sur une première ligne social-santé bruxelloise, un processus participatif est organisé afin de donner la parole aux professionnels et aux citoyens bruxellois en vue d'identifier de nouvelles actions et mesures. Ce processus viendra également alimenter le travail d'élaboration du plan social-santé intégré qui sera publié dans le courant de l'année 2021.

[289]

Pour ce qui est du sans-abrisme et de Housing First, nous en sommes déjà à 1.000 places d'hébergement en plus que l'an dernier à la même date. Ces places sont de bien meilleure qualité. En Housing First, le budget et la capacité ont été doublés. Ainsi, en 2019, la capacité était de 104 places avec un budget de 1,34 million d'euros et nous passons désormais à 200 places pour un budget de 2,31 millions d'euros. Nous travaillons avec quatre opérateurs : Infirmiers de rue, Santé mentale et exclusion sociale (SMES), New Samusocial et Diogènes.

Nous poursuivrons en 2021, avec une augmentation substantielle en lien avec la mesure de relance. Un opérateur logistique centralisé sera par ailleurs désigné dans les jours à venir. Le marché est en cours d'attribution et permettra de soutenir les opérateurs de Housing First. Un budget de 139.000 euros a été dégagé pour ce faire.

Nous allons poursuivre la mise en œuvre de la garantie autonomie en continuant d'augmenter le contingent d'heures d'aide à domicile de 5 % en 2021, et ce, aussi bien en Commission communautaire commune (Cocom) qu'en Cocof. Une hausse d'une telle ampleur est inédite et sera réalisée en concertation avec le secteur.

Concernant le virage ambulatoire et la mise en réseau des hôpitaux, le projet d'ordonnance modifiant l'ordonnance du 4 avril 2019 a été soumis au débat le 13 juillet dernier. C'est une étape importante. Comme je l'ai déjà annoncé, nous en prévoyons la publication dans le courant du mois de décembre en vue de l'octroi des agréments d'ici la fin de l'année.

Par ailleurs, le travail sur les normes qualitatives des réseaux et des hôpitaux, et la révision des normes qualitatives pour les maisons de repos se poursuivra en 2021. Ce travail doit garantir la qualité du service aux résidents et une charge de travail soutenable pour l'ensemble du personnel. Finalement, il est aussi urgent de renforcer des mécanismes d'inspection et de contrôle, et d'élaborer des sanctions intermédiaires pour les centres qui ne répondent pas aux normes.

Nous avons pu avoir la confirmation du dévouement sans faille du personnel de nos administrations, en particulier Iriscare et les services de la commission réunie durant cette crise. D'ailleurs, ceux qui ont assisté à

la commission spéciale consacrée à la gestion de la pandémie de Covid-19 cette semaine ont entendu les fonctionnaires dirigeants décrire en détails leurs rôles et actions respectifs. Ils méritent que nous leur rendions hommage, de même qu'un certain nombre de collaborateurs au sein des cabinets, qui se sont dévoués jour et nuit au cours de ces derniers mois. On ne mesure pas selon moi la charge que le fait de se trouver ainsi en première ligne a représenté au quotidien, au-delà du poids émotionnel et psychologique.

[291]

Cela ne les empêchera pas d'évaluer le fonctionnement. La déclaration de politique générale prévoit d'ailleurs que le gouvernement envisage la rédaction d'un accord-cadre afin de structurer la coopération entre Iriscare, les services du Collège et les autres services compétents.

Ces services seront d'ailleurs renforcés. Plus de 2 millions d'euros sont prévus à cette fin dans les mesures de relance. Dans le "monde d'après", ces capacités de réaction seront plus que jamais nécessaires.

En concertation avec les bourgmestres et l'ensemble des partenaires, des décisions plus contraignantes ont été prises, qui entreront en vigueur lundi. Les chiffres ne souffrent guère de discussion et s'imposent à nous. Cela résoudra-t-il le problème ? Il ne nous reste plus beaucoup d'étapes avant de nous retrouver dans la même situation qu'au mois de mars. Je compte sur les uns et les autres, non pour louer l'action du gouvernement, mais pour soutenir la population par des messages d'encouragement, et non de stigmatisation ou de culpabilisation.

Ce virus a des conséquences au quotidien. Quand on pense être guéri, ce n'est pas fini. Bien que n'ayant été que très légèrement touché, j'éprouve des problèmes de souffle. Je vous laisse imaginer les séquelles dont souffrent ceux qui ont été plus lourdement affectés. Restons en pensée avec eux.

*(Applaudissements)*

[297]

**Mme Alexia Bertrand (MR).**- Je ne pense pas que la réponse appelle une réplique de la part de notre groupe dès lors que l'analyse de la déclaration de politique générale que nous avons réalisée n'a pas été contestée par le ministre-président.

[299]

**Mevrouw Cielte Van Achter (N-VA).**- Ik verwacht van de regering vandaag, zeker in deze moeilijke tijden, dat ze keuzes maakt, dat ze prioriteiten stelt, dat ze de slechtlopende zaken benoemt en aanpakt, dat ze eerlijk is in de analyse en durft te hervormen, en dat ze focust op wat nodig is. In de regeringsverklaring staat bijvoorbeeld dat de regering bezig is met een verbod op dolfinaria, terwijl er niet genoeg zwembaden zijn. Ze is bezig met gratis openbaar vervoer, terwijl sommige lijnen overvol zitten. Mijn oproep luidt: focus u op de noden, pak die aan en overtuig de Brusselaar met een ambitieus plan, met punch, met focus en met duidelijke communicatie. Doe Brussel heropleven.

Als we voortdoen zoals we bezig zijn, zoals vandaag ook blijkt uit de regeringsverklaring, en daar alleen nog wat meer geld tegenaan gooien, dan zullen we het niet halen. Ik ben helaas heel pessimistisch. Dat stelt me teleur en stemt me droevig, want ik ben van nature positief ingesteld en ik doe alles voor mijn stad vanuit de oppositie. Dit is een warme oproep, die wij tijdens de begrotingsbesprekingen kunnen herhalen: maak die keuze, focus u en doe wat nodig is.

[301]

**M. Ridouane Chahid (PS).**- La gratuité des transports en commun constitue une priorité pour le groupe socialiste, tout comme la lutte contre la précarité et la pauvreté qui deviendra un véritable enjeu dans les mois et les années à venir. Ce combat ne peut évidemment être mené sans une redynamisation de l'économie et de l'emploi.

[303]

**De heer Arnaud Verstraete (Groen).**- De nieuwe maatregelen om de verspreiding van Covid-19 een halt toe te roepen, zijn een goede zaak.

Vanmiddag heb ik daarover alle mogelijke geluiden gehoord: sommigen vinden dat u te ver gaat; anderen vinden dat u niet ver genoeg gaat. U zou alleen maar kijken naar de uitvoering van het regeerakkoord, of de uitvoering zou juist niet snel genoeg gaan. Volgens sommigen zou u te veel schulden maken. Iemand is er zelfs in geslaagd om al die zaken tegelijk te zeggen in een enkele uiteenzetting. Een regering kan niet zoveel verschillende meningen laten horen. Zij moet heldere keuzes maken en ik ben blij dat ze dat in de beleidsverklaring gedaan heeft.

Ik wil ook nog even stilstaan bij de discussie over Smart Move. Ik begrijp zeer goed dat mensen daar ongerust over zijn, zeker als er artikels verschijnen in de pers, terwijl er nog niets beslist is. Het is opvallend dat de PTB, de N-VA en de MR over het onderwerp dezelfde retoriek hanteren. Ik roep hen op om iets meer inspanning te leveren en eens na te gaan welke effecten er echt verwacht kunnen worden van die maatregelen. Het gaat om eerlijkere belastingen en niet om meer belastingen. Wie meer rijdt, betaalt meer, maar wie minder rijdt, zal minder betalen.

[309]

De Brusselse gezinnen die geen wagen hebben, zullen niet extra hoeven te betalen, maar wel kunnen genieten van gezondere lucht. Bovendien zal iedereen die wel met de auto rijdt, zich vlotter kunnen verplaatsen. Het lijkt mij de moeite om daaraan voort te werken. Ik moedig de regering dan ook aan om door te zetten.

[311]

**Mme Françoise De Smedt (PTB).**- M. Vervoort, je vais tout d'abord revenir sur ce que vous avez dit au sujet du film *Le Hussard sur le toit*. Je suis sidérée que vous compariez l'époque à laquelle cette histoire se déroule à la nôtre, car la science a considérablement évolué depuis !

*(Remarques de M. Vervoort)*

Même depuis le XIXe siècle. Nous savions déjà pas mal de choses sur les virus, sans être omniscients, j'en conviens bien. Les experts sont nouveaux, effectivement, mais peut-être que les gouvernements auraient mieux fait de les écouter plus souvent.

*(Remarques de M. Vervoort)*

Vous leur rejetez souvent la faute, en effet.

---

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- Avez-vous vu le film ?

**Mme Françoise De Smedt (PTB).**- Non, je ne l'ai pas vu, mais sur votre conseil, je le regarderai.

Le 26 août, en commission de la santé, vous avez dit que vous ne compreniez pas l'obsession de faire baisser le taux de transmission. On l'a toujours dit, une transmission zéro n'est pas une solution non plus. Je pense que ce jour-là, la science vous a abandonné.

Je voudrais aussi relever des faiblesses au niveau du dépistage. Le gouvernement devrait reconnaître sa responsabilité dans ce que l'on peut appeler un échec. Jusqu'à présent, on ne vous a pas entendus sur ce point.

Je suis heureuse que M. Chahid veuille faire de la lutte contre la pauvreté une priorité, car la situation est dramatique. Dommage que vous ne vous y soyez pas pris plus tôt. Je rappelle que le PS est au pouvoir depuis 30 ans en Région bruxelloise.

[315]

Une dernière remarque sur le logement : vous affirmez avoir effectué une déclaration explicite sur la question du logement en évoquant 50 % de logements sociaux.

Pour revenir sur l'exemple du projet Josaphat, il prévoit actuellement 45 % de logements publics et 55 % de logements privés. Or, 45 % de logements publics mêlant logements sociaux, moyens ou modérés n'équivaut pas à 50 % de logements sociaux.

Votre déclaration n'est donc pas explicite et nous ne comprenons toujours pas que vous cherchiez à nous leurrer par les termes que vous utilisez.

[317]

**M. Rudi Vervoort, ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale et président du Collège réuni.**- J'aimerais rappeler que les plans d'aménagement directeurs (PAD) relèvent de la planification urbaine, et non de la programmation.

Quand on lit une œuvre historique, il faut toujours se dire que l'auteur l'a écrite à une autre époque. Ainsi, celui-ci projette une vision moderne dans un cadre historique peut-être différent. Je vous rassure, le film n'a pas été tourné au XIXe siècle, mais il y a vingt ans.

[319]

**De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).**- Ik heb niet echt veel antwoorden gekregen op de vragen en bedenkingen die ik heb geformuleerd. Ik had dat eerlijk gezegd ook niet verwacht, want ik had niet de indruk dat de minister-president een en al oor was tijdens mijn betoog. Misschien zal ik tijdens de begrotingsbesprekingen meer antwoorden op mijn vragen krijgen.

Ik heb tijdens mijn betoog ook vastgesteld dat sommige mensen bijzonder verontwaardigd zijn en beginnen te roepen wanneer ik de feitelijke realiteit onder de aandacht breng en zaken zeg die een dagelijkse realiteit zijn in onze stad. Ondertussen vernemen we dat er gisteravond na twaalf uur een ziekenwagen van de brandweer werd aangevallen, ondanks de avondklok. Blijkbaar zijn er dus nog altijd mensen die geen gehoor geven aan welke regels ook.



[321]

**Mevrouw Alexia Bertrand (MR).**- Aangezien u mijn woorden onrechtstreeks aanhaalt, heb ik het recht om te reageren, mijnheer Lootens-Stael. Wat u zegt, klopt niet. Er zijn bepaalde manieren om zaken te benoemen. Ik denk dat de heer Ahidar de realiteit telkens duidelijk onder de aandacht brengt, en ik doe dat ook. Racisme en mensen ongegrond aanvallen is echter iets anders dan de realiteit benoemen op grond van feiten. Het is ook mogelijk om met respect voor iedereen feiten te benoemen, ongeacht de achtergrond van mensen of de plaats waar ze wonen of geboren zijn. Wij nemen mensen voor wie ze zijn en kijken naar wat ze doen, niet naar waar ze vandaan komen.

[323]

**De heer Dominiek Lootens-Stael (Vlaams Belang).**- Als u mij van strafrechtelijk vervolgbare feiten beschuldigt, moet u zeggen wat ik hier heb gezegd dat racistisch zou zijn. Als u kunt aantonen dat ik racistische uitspraken heb gedaan, dan mag u mij beschuldigen.

*(Opmerkingen)*

[329]

**Mme Barbara de Radigués (Ecolo).**- Il est facile de critiquer depuis les bancs de l'opposition, mais le gouvernement, lui, travaille ! Cette crise est inédite et les cabinets et les administrations ne ménagent pas leurs efforts. Les budgets sont débloqués pour le dépistage, la santé mentale et les infrastructures.

Vous faites comme si les choses étaient faciles. Nous savons et nous assumons que personne n'a la science infuse. Nous avons aussi la faiblesse de croire que les citoyens attendent d'autres choses que ces invectives.

Dans l'opposition, chacun critique la ministre Van den Brandt avec plus ou moins de bonne foi. Pourtant, jamais une ministre de la mobilité n'a fait preuve de pareil courage politique pour rendre Bruxelles plus fluide, plus sûre et moins polluée.

Mme Fremault, vous critiquez les incohérences du gouvernement en matière de climat et l'absence d'actes.

Comme l'a rappelé Mme Austraet, la politique agricole commune (PAC) est un outil primordial pour faire évoluer le système agricole vers davantage de durabilité et atteindre les objectifs climatiques et environnementaux. Pourtant, le cdH et le MR ont voté en faveur d'une politique agricole d'un autre monde.

*(Remarques de Mme Fremault)*

Je n'ai pas de citation clinquante à vous offrir, mais je tiens à vous dire que ce que vous avez voté sur la PAC est tout aussi dramatique et ne vous autorise pas à nous reprocher un manque de cohérence.

*(Remarques de Mme Fremault)*

[335]

**M. Fouad Ahidar (one.brussels-sp.a).**- Je voudrais apporter une petite rectification. Tout à l'heure, j'ai dit que ce serait bien d'avoir une sorte de superministre qui ne s'occuperait que des affaires relatives au Covid-19. Je ne voulais pas mettre en doute les compétences de M. Maron, loin de là, mais je trouve que le ministre devrait être déchargé momentanément de ses autres tâches, car il a beaucoup à faire.

[339]

**Mme Céline Fremault (cdH).**- Comme j'ai été interpellée sur la politique agricole commune (PAC), je voudrais répondre. Vous aurez droit de parole au niveau fédéral, puisque les choses vont vous revenir. J'espère qu'à un certain moment il y aura au niveau européen, et en tout cas au niveau belge, une position totalement alignée, puisque vous allez devoir donner votre accord, comme écologiste, aux gouvernements fédéral et wallon sur la position qui sera défendue par MM. Borsus et Clarinval.

**M. le président.**- Je propose de rester concentrés sur la déclaration de politique générale.

La discussion de la déclaration de politique générale du gouvernement et du Collège réuni est close.

[343]

### VOTE NOMINATIF

[345]

**M. le président.**- L'ordre du jour modifié appelle le vote nominatif sur l'ensemble de la proposition d'ordonnance modifiant la nouvelle loi communale en vue d'assurer en cas de force majeure la tenue de réunions à distance du conseil communal, des commissions et des conseils consultatifs (n° A-241/1 – 2020/2021).

Je vous rappelle que ce vote a lieu à la double majorité.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

[347]

**M. Youssef Handichi (PTB).**- Mon intervention concerne une explication d'abstention : par rapport à ce qui s'est passé hier, nous estimons que ce mode de fonctionnement est antidémocratique.

**M. le président.**- Habituellement, l'abstention est justifiée après le vote, si vous voulez la justifier avant, vous dévoilez votre vote.

Le règlement prévoit une justification après le vote.

[353]

Il est procédé au vote.

Les membres qui ne peuvent pas voter à distance ne font pas partie du vote.

### RÉSULTAT DU VOTE

77 membres sont présents.

54 répondent oui dans le groupe linguistique français.

11 répondent oui dans le groupe linguistique néerlandais.

12 s'abstiennent.

En conséquence, le parlement adopte la proposition d'ordonnance qui sera soumise à la sanction du gouvernement.

Les membres qui se sont abstenus sont invités à faire connaître les motifs de leur abstention.

[357]

**M. Youssef Handichi (PTB).**- Fonctionner ainsi est antidémocratique ! Nous recevons le texte à 11h, la convocation pour la commission à 11h30, et nous revenons en plénière à midi pour en discuter en moins de dix minutes. Il est presque impossible de le lire, encore moins de rédiger des amendements. Cela confirme le manque d'anticipation qu'on voit depuis pas mal de temps avec l'excuse du Covid-19 : on prend toutes sortes de petites mesures qui compliquent vraiment le contrôle parlementaire. Pour cette raison, nous nous abstenons.

Concernant l'ordonnance relative aux conseils des CPAS, nos constatations sont similaires. Encore une fois, on modifie à la va-vite un texte organique sans garantir les droits et l'accès démocratique. La proposition de la majorité permettra aux bourgmestres invoquant la force majeure de tenir le conseil communal à distance, sans toutefois définir ce qu'il y a lieu d'entendre par force majeure. Il ne prévoit rien pour mettre en place des interpellations citoyennes à distance. En outre, les convocations seront envoyées par courriel et non par la poste.

Ce n'est pas correct. Durant cette période, certains conseils communaux ont abusé du Covid-19 pour confiner la démocratie locale. Il n'était plus possible pour les conseillers communaux d'interpeller la majorité, et ne parlons pas de l'accès des citoyens. Certaines communes n'ont même pas, depuis le mois de mars, cherché de salle adaptée à l'organisation de conseils communaux en présentiel.

Devant le manque évident de volonté des partis de la majorité de garantir les principes de base de la démocratie, nous allons également nous abstenir lors de ce vote.

[359]

**M. le président.**- M. Handichi, ce parlement et ses membres, élus par le peuple, ont décidé de prendre en considération ce texte. Il a été discuté en commission, démocratiquement, et puis il est arrivé en séance plénière pour être voté démocratiquement. C'est cela qu'on appelle la démocratie.

**M. Youssef Handichi (PTB).**- C'est une démocratie express.

**M. le président.**- C'est une démocratie parlementaire efficace. Ce genre de procédure a lieu quand les parlementaires le décident et l'acceptent. Je ne vous permets pas de dire que mes collègues ont agi avec précipitation.

*(Rumeurs)*

[363]

**M. le président.**- La séance plénière du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale est close.

Prochaine séance sur convocation du président.

PRB - Session 2020-2021

Séance plénière samedi 24/10/2020 (Séance de l'après-midi)

COMPTE RENDU PROVISOIRE - Non encore approuvé par les orateurs.

Ne pas citer sans mentionner la source.

BHP - Zitting 2020-2021

Plenaire vergadering zaterdag 24/10/2020 (Namiddagvergadering)

VOORLOPIG VERSLAG - Nog niet goedgekeurd door de sprekers.

Niet citeren zonder de bron te vermelden.

---

- *La séance est levée à 17h36.*